

A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2005

Après une contraction de 3,50% l'année passée, l'économie a affiché en 2005 une croissance de 1,80 %, légèrement supérieure à l'objectif révisé du gouvernement haïtien (1,50 %) dans le programme signé avec le FMI¹. Ce taux de croissance, inférieur à celui de la population (2,08%), s'est toutefois réalisé dans un contexte socio-politique marqué d'un côté par des épisodes de violence urbaine au cours des trois premiers trimestres et de l'autre côté, par la flambée des prix du pétrole sur le marché mondial, ajoutant à l'inquiétude ambiante.

Sur le plan interne, l'augmentation du crédit au secteur privé a favorisé la reprise des investissements privés et l'accroissement des exportations, compensant ainsi la contraction des investissements publics. En effet, ces derniers ont diminué de 48 % et leur poids dans le budget est passé de 21 % en 2004 à 12 % en 2005. En revanche, le crédit au secteur privé s'est accru de 21,27% en terme nominal et de 5,60 % en terme réel. Conséquemment, l'expansion du volume des investissements privés (1,44 % de croissance en termes réels) et de celui des exportations (3,38 %) a, en 2005, concouru à une hausse de 2,22 % de la demande globale. La consommation a aussi connu un regain de vigueur (+2,20 en 2005 après -3,72 en 2004) et le volume des importations a pris de l'ampleur (+2,60 % en 2005 contre -1,1% en 2004).

Sur le plan externe, l'économie a affiché un certain dynamisme tant au niveau des exportations que des importations. En effet, en dépit du ralentissement de la croissance du commerce mondial (+7,30% contre + 9% en 2004) et de la croissance du PIB des États-Unis (+3,5% contre +4,2% en 2004), la demande pour les produits haïtiens est restée ferme et a permis de générer une augmentation de 22,76 % de la valeur des exportations. Cette performance est attribuable notamment à l'accroissement de la valeur des exportations du café (+ 64,72%), des produits de la petite industrie (+ 31,87 %) et des articles manufacturés (+ 29,35%). Parallèlement, la valeur des importations totales a progressé de 8,66 %, principalement sous l'impulsion de celles des produits pétroliers (+41,07%) et des articles manufacturés divers (+ 45,42 %).

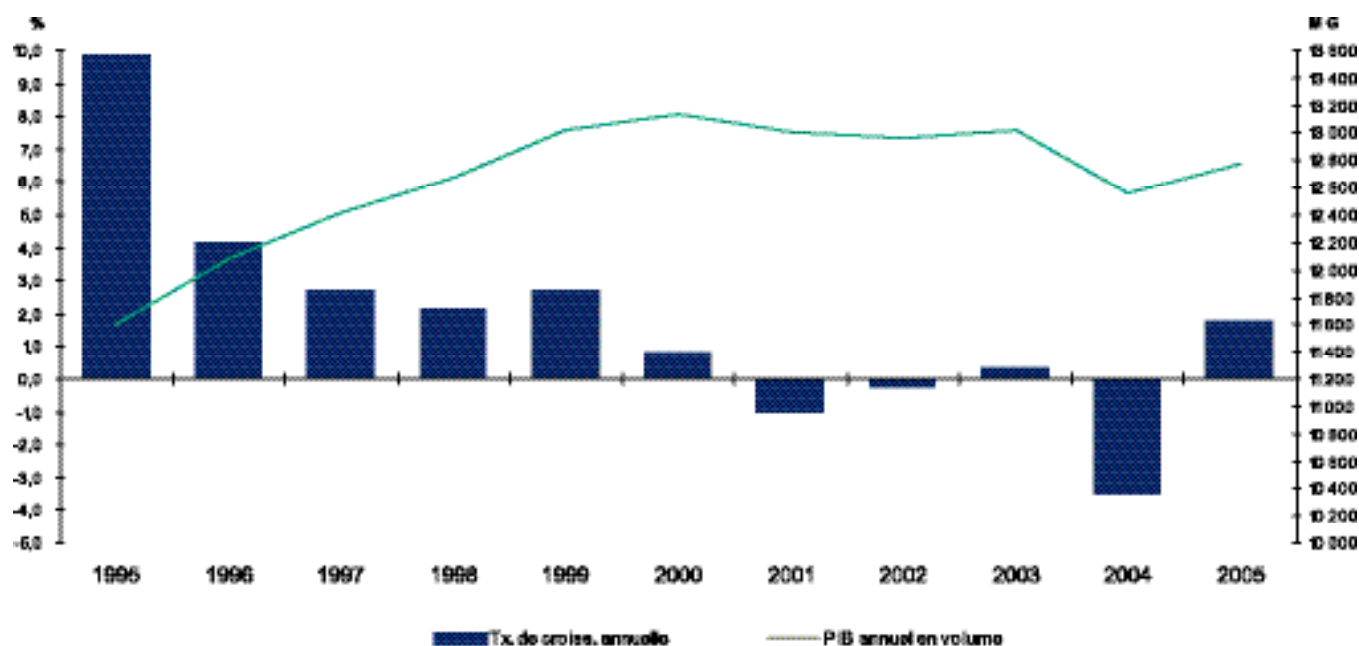
L'excédent enregistré au niveau de la balance globale a permis une augmentation des réserves nettes de change, lesquelles cependant ne suffiraient tout au plus qu'à régler 50 % de la facture d'un mois d'importations additionnées au montant des arriérés sur la dette externe.

¹L'objectif initial du programme d'aide d'urgence à la sortie du conflit (EPCA I) était un taux de croissance du PIB de 2,50 % ; il a été révisé à la baisse à 1,50% en milieu d'exercice.

I.- LE SECTEUR RÉEL

Après une forte contraction de l'activité économique en 2004, les fondamentaux de l'économie haïtienne se sont améliorés en 2005, en dépit d'un contexte socio-politique difficile, caractérisé par des turbulences qui ont paralysé le fonctionnement normal des activités économiques à la capitale pendant les trois premiers trimestres, et d'une conjoncture internationale marquée par la flambée des cours des produits pétroliers. Ainsi, après avoir connu une forte chute de 3,52 % au cours de l'exercice précédent, l'évolution de l'activité économique, mesurée par la variation en glissement annuel du produit intérieur brut (PIB) en volume, est en hausse de 1,80 % en 2005, soit la plus forte croissance enregistrée au cours des cinq dernières années.

Graphique 1- Évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) en terme réel



Cette timide reprise de l'économie haïtienne qui s'est manifestée dans tous les secteurs d'activité, a été favorisée par l'évolution favorable de la demande interne dont les composantes (consommation finale et investissement) ont affiché des taux de croissance respectifs de 2,20 % et 1,44 % contre des baisses respectives de 3,72 % et 3,20 % en 2004. Par ailleurs, il apparaît que la demande intérieure tient une place de plus en plus importante dans la dynamique de l'économie. En effet, entre 2001 et 2005, la consommation a représenté près de 160 % en moyenne du PIB et l'investissement près de 35 % en moyenne. L'importance du ratio de la consommation par rapport au PIB s'explique pour une bonne partie par la prépondérance des transferts sans contrepartie qui en moyenne, jouent un rôle primordial dans le maintien du pouvoir d'achat du ménage haïtien. En outre, au cours de ces dernières années, on a observé une certaine inadéquation entre le volume des investissements réalisés et le taux de croissance enregistré dans l'économie (en moyenne, moins de 1 % par an); On pourrait attribuer ce faible niveau de la croissance par rapport aux efforts d'investissement, soit au faible niveau de productivité de l'économie haïtienne, soit au fait que les investissements réalisés sont destinés à remplacer le stock de capital devenu désuet ou obsolète, mais pas pour augmenter la capacité productive de l'économie.

En plus d'avoir été stimulée par l'absorption (la demande intérieure), la croissance a été aussi tirée par la demande de nos produits exportés, qui a progressé de 3,38% en 2005, soutenue principalement par les industries d'assemblage qui ont su profiter des opportunités offertes par le marché américain. La performance des exportations tient à la vigueur de l'économie mondiale qui est demeurée robuste en 2005, en affichant une croissance de 4,80 % malgré la flambée des cours des produits pétroliers, et surtout à une croissance soutenue chez nos principaux partenaires commerciaux, notamment aux États-Unis où la croissance du PIB s'est inscrite à 3,50% cette année.

I.1.- VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

SECTEUR PRIMAIRE

Après un recul de 4,80 % en 2004, le volume du secteur primaire a progressé de 2,60 % en 2005, contribuant ainsi pour 36,73 % à la croissance du PIB dont il représente les 27, 58 %.

AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ÉLEVAGE, ET PÊCHE

Représentant la presque totalité du secteur primaire, ces branches d'activités ont contribué pour 25,50 % à la croissance de la valeur ajoutée totale. Pour ce qui concerne l'« Agriculture », les statistiques disponibles pour la campagne agricole de 2005 ont mis en évidence une bonne tenue de la production de toutes les catégories de cultures (céréales, racines et tubercules, fruits et légumes, etc.). Le niveau de la production vivrière et de denrées d'exportation, notamment celles du café et des mangues, a remarquablement progressé, à l'exception de la production de riz et de banane qui a stagné. La production du riz paddy en 2005 (105 000 tonnes métriques) est inférieure à la moyenne des cinq dernières années et ne représente que 26 % de la demande intérieure estimée à 400 000 tonnes métriques. L'écart est compensé par les importations et l'aide alimentaire de la communauté internationale. S'agissant de la production de banane (300 000 tonnes métriques), elle a subi les impacts négatifs des ouragans Emily et Dennis dans la péninsule sud. La production du maïs a augmenté de 1,26 %, celle du sorgho de 5,26 %, celle du haricot de 17,64 %, celle du café de 20,68 %, celle des mangues de 0,38 %, et celle de la figue banane de 1,45 %.

En 2005, le pays, dans son l'ensemble, a bénéficié d'une pluviométrie clémente et relativement bien distribuée. Ces conditions climatiques favorables aux activités agricoles sont dues à l'intense activité cyclonique de cette année, qui a provoqué de fortes et fréquentes précipitations dans presque toutes les régions agricoles du pays. Cependant, quoique la fréquence des catastrophes naturelles ait augmenté en 2005, les conditions météorologiques ont été plus favorables, contrairement à l'année dernière. Les deux cyclones précédemment mentionnés ont largement affecté les infrastructures de base ainsi que la production agricole. Selon les informations fournies par le Conseil National de la Sécurité Alimentaire (CNSA, Bulletin de Conjoncture # 11), le passage des deux ouragans a occasionné la destruction de 200 hectares de bananeraie, 300 hectares de maïs et des pertes au niveau du bétail estimées à plus de 4,5 millions de gourdes, sans compter des pertes de matériels de pêches et autres.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Dans les industries extractives, notamment les carrières de sable qui constituent un intrant de base pour les activités de construction, un léger redressement a été observé par rapport à l'année dernière au cours de laquelle ce sous-secteur s'était replié de 7,14 %. En fait, l'indice de l'activité de construction a crû de 6 % en glissement annuel en 2005. La valeur ajoutée du sous-secteur qui s'est chiffrée à 14 millions de gourdes en 2005 suite à un accroissement de 7,69 %, correspond exactement à son niveau des années 2000-2003. L'évolution positive du sous-secteur « bâtiments et travaux publics » est à l'origine des résultats enregistrés dans les industries extractives.

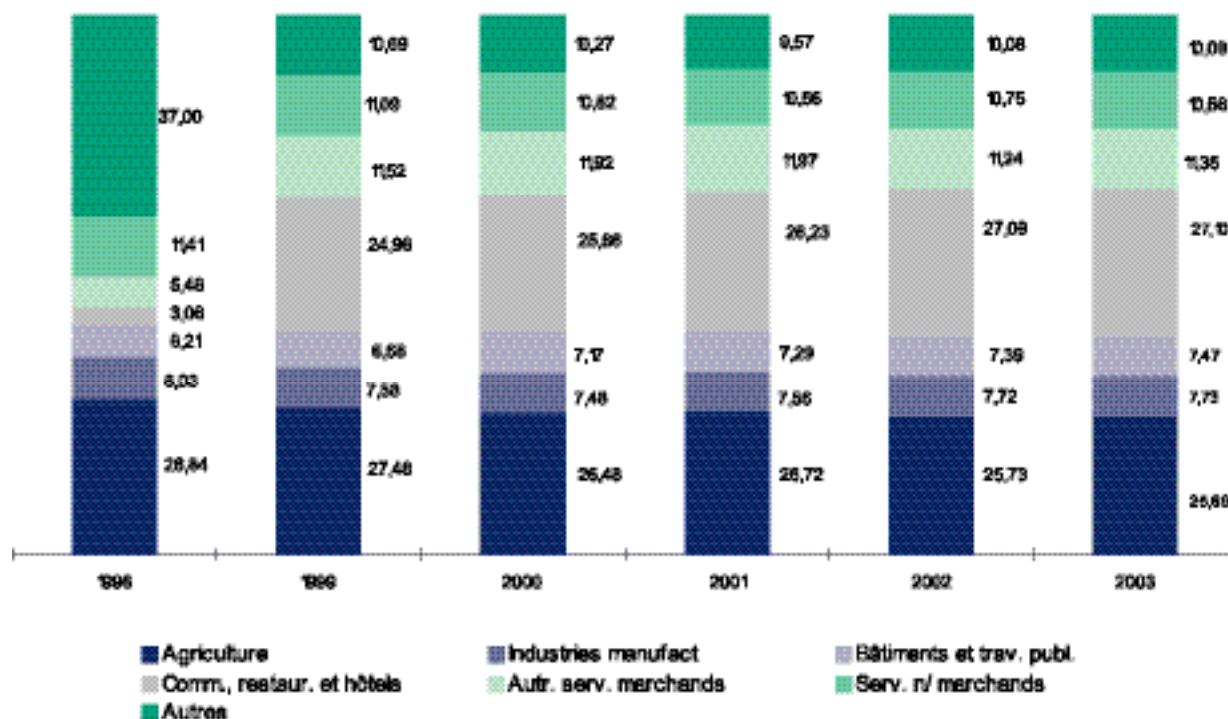
SECTEUR SECONDAIRE

Ce secteur dont la valeur ajoutée avait chuté de 2,16 % en 2004, s'est redressé en 2005, croissant de 2,45 % et contribuant pour 17 % à la croissance du PIB dont il représente les 17,35% contre 15,90 % un an plus tôt.

En dépit d'un ralentissement de 3,97 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent, la croissance du sous-secteur « Électricité, Gaz, et Eau »², a pu être maintenue en 2005, grâce aux subventions du gouvernement à l'approvisionnement en carburant. Un autre facteur important qui explique la performance de cette branche est l'amélioration de la pluviométrie qui a favorisé une augmentation de la production de l'énergie hydroélectrique. Ainsi, pour l'exercice 2004-2005, l'indice de production d'énergie hydroélectrique a progressé de 47,20 % tandis que celui de l'énergie thermique a chuté de 39,60 %.

²Une des deux branches d'activité qui avaient affiché une croissance assez forte en 2004 (11,11%), notamment grâce à un don financier de l'USAID

**Graphique 2- Valeur ajoutée par secteur d'activité
(en pourcentage)**



Après une contraction de 2,67 % en 2004, le sous-secteur « Bâtiments et Travaux Publics » a connu une reprise en 2005 (+3 %), sous l'effet de la réalisation de plusieurs projets en cours d'exercice : construction et/ou réhabilitation de routes, d'édifices publics et autres travaux prévus dans le Cadre de Coopération Intérimaire. De plus, les travaux d'assainissement et de reconstruction de la ville des Gonaïves entamés dès le début de l'exercice après le passage du cyclone Jeanne ont aussi contribué à l'essor de ce secteur.

SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire ayant une forte composante informelle, demeure traditionnellement dominé par le commerce, en particulier la vente au détail, domaine d'activité privilégié d'un très grand nombre de nos entreprises privées. Représentant à lui seul les 55,07 % du PIB, ce secteur a enregistré une croissance de 1,30 % et a contribué pour 37,17 % à la croissance en 2005

La branche « Commerce, Restaurants et Hôtels » qui avait régressé de 6,37 % en 2004 a connu un accroissement de 1,36 % cette année. Le commerce a indiscutablement pâti de la dégradation de l'environnement socio-politique, beaucoup d'opérateurs économiques ayant préféré d'abandonner le centre-ville de Port-au-prince pourtant considéré comme le pôle national d'activité économique. Certaines entreprises sont allées jusqu'à délocaliser le tout ou l'essentiel de leurs activités, dans le but de minimiser les conséquences fâcheuses de cette situation tandis que d'autres ont pris la décision de fermer.

L'industrie touristique qui n'a pas cessé, depuis la seconde moitié des années 80, de faire face à de graves problèmes structurels, a elle aussi, souffert du contexte difficile ayant prévalu aux trois premiers trimestres de l'exercice. Cette situation a coûté à l'économie les flux habituels de devises escomptés de l'arrivée des haïtiens de la diaspora, qui, cette année, ont évité de passer les vacances d'été au pays pour ne pas s'exposer aux actes de banditisme courants à la capitale. Les données collectées à l'Aéroport International Toussaint Louverture ont indiqué que les flux de voyageurs étrangers ont régressé de 11 % et ceux des Haïtiens de 17 % en 2005. Quant aux activités dans les hôtels, elles tiennent au fait qu'un grand nombre d'entre eux hébergent des contingents civils et militaires de la MINUSTAH.

Après une baisse de 0,26 % au cours de l'exercice 2002, le sous-secteur « Communications et Transport » a enregistré une croissance modérée mais soutenue s'inscrivant autour de 2 % en moyenne pendant les trois dernières années. Quoique la branche « transport » se soit montré moins dynamique, celle des communications a poursuivi un développement rapide depuis la libéralisation du marché de ce secteur à la fin de la dernière décennie. Grâce aux investissements dans la téléphonie mobile, l'expansion des systèmes de communication a alimenté la croissance régulière et soutenue de la branche « Communications et Transport ».

I.2.- LE COMPORTEMENT DES PRIX EN 2005

L'inflation mesurée par le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC) de septembre à septembre a atteint 14,84 % en 2005 contre 21,69 % pour l'exercice précédent, soit une décélération de 6,85 points de pourcentage. C'est la deuxième année consécutive de baisse des tensions inflationnistes, ce qui semble confirmer une tendance persistante à la désinflation de l'économie. Le taux enregistré en 2004-2005 correspond à celui sur lequel s'accordaient les prévisions du programme convenu entre les autorités monétaires haïtiennes et le FMI.

La décélération de l'inflation qui s'est poursuivie pendant cet exercice a connu deux phases : de son niveau d'octobre 2004 (soit 20,55 %), le taux d'inflation en rythme annuel a chuté à 13,22 % en avril 2005 (son niveau le plus bas) pour ensuite évoluer légèrement à la hausse entre avril et août jusqu'à 16 %, et ralentir pour se fixer à 14,84 % en fin d'exercice. Malgré ce fléchissement assez rapide des pressions inflationnistes, Haïti demeure toujours un pays de forte inflation, par comparaison aux autres pays de la Caraïbe où la moyenne du taux d'inflation est de 5,90 % notamment en République Dominicaine où le taux d'inflation s'est inscrit à 3,70 % en 2005.

En rythme trimestriel, la variation en pourcentage de l'IPC a suivi la même tendance à la baisse au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2005 pour s'inverser au quatrième trimestre, qui a néanmoins conservé un écart de 4 points de pourcentage en moins par rapport au premier trimestre. L'inflation en rythme annuel s'est successivement inscrite à des taux de 19,54 % au premier trimestre, 14,12 % au second, 13,90 % au troisième, et 15,40 % au quatrième.

En glissement mensuel, l'indice des prix à la consommation a évolué en dents de scie d'un mois à l'autre, clôturant en hausse de 1,40 % fin septembre 2005, contre 2,40 % un an plus tôt. La plus forte variation (+2 %) a été enregistrée en janvier 2005. Novembre 2004 a été le mois le moins inflationniste de l'exercice (0,58 %). Le taux d'inflation moyen mensuel de l'exercice, qui s'est établi à 1,16 %, est inférieur à celui de l'exercice précédent de 50 points de base, ce qui, dans le court terme, confirme la tendance désinflationniste de l'économie haïtienne.

Le mouvement de ralentissement du rythme de progression du niveau général des prix a touché toutes les composantes du panier de consommation, à l'exception des postes suivants : « aménagement et entretien du logement » (17,39 % en 2005 contre 14,34 % en 2004); « loyer du logement, énergie et eau » (13,44 % contre 12,01 % un an plus tôt); « Loisirs » (11,83 % en 2005 contre 11,16 % l'année précédente). Le rythme de progression de l'indice des prix du poste « alimentation, boisson, et tabac » dont la pondération dans la structure de l'IPC est de 50,35 %, a baissé de 32 % en s'inscrivant à 16,11 % fin septembre 2005. L'augmentation de la production de denrées alimentaires sous l'effet de conditions climatiques favorables a contribué à ce fléchissement considérable du renchérissement des produits alimentaires. La plus forte baisse (71,63 %) a été enregistrée au niveau du poste « autres biens et services » dont le glissement annuel de l'indice a chuté à un niveau de 7,36 % en 2005 contre 25,96 % en 2004. La plus faible baisse (4,79 %) a été enregistrée pour le poste « Santé ». Entre Les deux extrêmes, le rythme de progression de l'indice du poste « habillements, tissus et chaussures » a baissé de 58,99 % entre septembre 2004 et septembre 2005.

Plusieurs facteurs ont contribué au ralentissement de l'inflation au cours de l'exercice. Premièrement, la crise socio-politique traversée par le pays durant les trois premiers trimestres, en perturbant les activités, a eu pour effet de tempérer la demande, diminuant par le fait même les tensions à la hausse sur les prix.

Deuxièmement, comme pour l'exercice antérieur, la décélération de l'inflation en 2005 s'est inscrite dans la poursuite de l'effritement de l'effet de base initialement associé au fait que l'inflation s'était accentuée de 95,53 % entre décembre 2002 et janvier 2003³, dans le sillage de la libéralisation des prix sur le marché local des produits pétroliers, une décision du gouvernement d'alors. En avril 2005, l'inflation est revenue au dessous de son niveau de décembre 2002 (15,20 %), mettant ainsi fin au processus d'effritement de l'effet de base.

³application de la loi relative au droit d'accise variable

Un troisième facteur, réside dans la poursuite en 2005 de la politique fiscale relative à l'application de l'accord du 4 avril 2004⁴. Des retards, certes, se sont accumulés dans les finances publiques, entre autres, parce que le contexte socio-politique au cours des neuf premiers mois de l'exercice n'était pas favorable. En effet, la collecte des impôts et taxes a été perturbée et l'UGCF qui perçoit près de 80 % des recettes fiscales a dû réduire momentanément ses activités pour ne pas compromettre la sécurité de ses cadres et celle des grands contribuables. Cette situation a provoqué une baisse des recettes publiques, ce qui a contraint les autorités fiscales à recourir au financement monétaire de la BRH. Face à cet état de fait qui explique, en partie, la reprise de l'inflation en mai 2005, les autorités monétaires ont réagi rapidement en relevant à deux reprises les taux d'intérêt sur les bons BRH pour contrecarrer les pressions inflationnistes commençant à se développer.

Un quatrième facteur est la dépendance des prix intérieurs aux prix des produits pétroliers, lesquels reflètent dans une large mesure les cours du pétrole brut sur le marché international, les cours du baril de pétrole libellés en dollar américain ayant été orientés à la hausse pendant tout l'exercice. En effet, le cours du baril de Brent (brut de référence internationale) a connu des vagues successives d'augmentation qui l'ont fait passer de 43,20 dollars en septembre 2004 à 62,91 dollars en septembre 2005. La hausse des prix de l'énergie sur le marché international a été répercutée immédiatement sur les prix des produits pétroliers consommés en Haïti via le mécanisme d'ajustement des prix à la pompe. C'est ainsi qu'à la suite de six ajustements consécutifs des prix à la pompe effectués par le gouvernement entre septembre 2004 et septembre 2005, l'essence sans plomb 95 a grimpé de 117 à 177 gourdes le gallon, l'essence sans plomb 91 de 113 à 173 gourdes, le gasoil de 72 à 116 gourdes et le kérosène de 70 à 114 gourdes.

Une cinquième source d'augmentation des prix tient au fait qu'en Haïti l'IPC est fortement influencé par le cours du change de la gourde par rapport au dollar américain. Selon une étude réalisée par la Direction de la Monnaie et de l'Analyse Économique (MAE) de la BRH en 2002, s'agissant d'Haïti, le coefficient de transmission (pass-through coefficient) d'un choc de taux de change aux prix avoisine les 38 %. La gourde a subi une dépréciation de 17 % au cours de l'exercice, ce qui de toute façon, a des répercussions sur l'évolution des prix par le renchérissement des produits importés.

I.3.- LES SALAIRES ET LA SITUATION DE L'EMPLOI

L'évolution récente du salaire réel dans l'économie fait ressortir l'impact que le ralentissement de l'inflation a eu sur le pouvoir d'achat des ménages haïtiens. En prenant pour référence le salaire minimum légal (70 gourdes, inchangé depuis 2003), corrigé par la hausse du nouveau panier typique de consommation (août 2004 = 100), ce salaire de 70 gourdes équivaut à un salaire réel de 83,18 gourdes au prix de 2003, mais guère plus de 68,36 gourdes au prix de 2004 et pas plus de 59,52 gourde au prix de 2005. Grâce au ralentissement de l'inflation, (14,84 % en 2005 contre 21,69 % en 2004), la perte de pouvoir d'achat du salaire, estimée à -14,84 % en 2005 contre 21,69 % en 2004, a été freinée de 8,76 points de pourcentage.

Les statistiques sur les caractéristiques économiques au quatrième recensement de la population réalisé en 2003 par l'IHSI indiquent que la population d'Haïti est très jeune. En effet, Les individus âgés de moins de 15 ans représentent 36,50 % de la population totale, ceux de la classe d'âges de 15-64 ans 54,40 %, tandis que les 65 ans et plus ne représentent que 5,10 %. Par rapport au sexe, les femmes constituent plus de la moitié de la population (51,80%). Le ratio homme-femme en milieu urbain est de 86 pour 100 tandis que ce ratio est de 98 pour 100 en milieu rural.

Le taux d'occupation de la population active avoisine les 65 %. Ce taux est plus élevé chez les hommes (66,90 %) que chez les femmes (62,20 %). Près de la moitié des actifs occupés (49,60 %) se concentre dans l'agriculture et l'élevage, activité dominée par les hommes. La branche « commerce de gros et de détail » dominée par les femmes vient en second rang avec une proportion de 25,30 %. Les actifs occupés sont essentiellement des travailleurs indépendants (82,10 %) suivis de loin par les « employés » (12,75 %), le personnel des tâches domestiques (2,20%) et « autres » (2,95 %). Quelque soit la situation dans les occupations et le milieu considéré, les femmes sont moins représentées que les hommes, à l'exception des catégories « indépendant » et « aide familiale » en milieu urbain où elles représentent 51,46 % et 62,24 % respectivement.

Les statistiques sur la situation de l'emploi fournies par nos principales sources⁵ ont indiqué une progression de l'emploi en 2005. Notamment dans le système bancaire, les effectifs salariés ont augmenté de 11,44 % à 3 936 fin septembre 2005 contre 6,87 % au cours de l'exercice précédent.

⁴Mettant l'accent sur l'équilibre budgétaire

⁵(IHSI, OFATMA, MEF, MCI)

Dans le secteur public, le gain d'emploi sur un an, de septembre 2004 à septembre 2005, est de 1,48 % à 47 663 employés. Les nominations et intégrations totalisent 4 287 sur la période sous étude, tandis que les départs de la fonction publique sont chiffrés à 3 591.

Par ailleurs, les données de l'OFATMA pour 2004-2005 révèlent que le nombre des travailleurs du secteur de la construction et celui des nouvelles entreprises sont en nette progression.

Le nombre de salariés des nouvelles entreprises recensées a totalisé 4 040 en septembre 2005, soit une augmentation de plus de 53 % par rapport à la même période de l'exercice précédent (2 638 salariés). Le secteur de la sous-traitance, qui a été particulièrement touché par les troubles provoqués au cours du trimestre janvier-mars 2004, a connu une nette amélioration au cours de l'exercice 2004-2005 nonobstant les déconvenues engendrées par la situation socio-politique.

Dans le secteur de la construction, le nombre de travailleurs recensés en septembre 2005 s'est inscrit à 3 824, soit 23,80 % de plus que les 3 088 travailleurs recensés un an plus tôt.

Au cours de l'exercice, on a enregistré 17 508 emplois dans les industries de sous-traitance, soit 96 de plus qu'à l'exercice précédent. En termes de nombre d'employés, les activités de sous-traitance sont dominées par le secteur textile qui occupe 85,51% de l'effectif total, suivi du secteur électronique (3,60 %) et du sport (3,26 %). Le nombre d'employés de chacun des autres secteurs représente moins de 2 % du total de l'industrie.

En 2005, les perspectives d'emploi dans le secteur des services se sont dans l'ensemble améliorées. Nonobstant les 506 postes proposés par la MINUSTAH l'an dernier, les offres d'emploi relevées dans les colonnes du journal « Le Nouvelliste » et du quotidien « Le Matin » ont indiqué une augmentation d'environ 36 % des emplois offerts par rapport à l'exercice précédent (943 offres).

D'autre part, le total des traitements et salaires distribués par le secteur public accuse une hausse de 12,53 % au quatrième trimestre de l'exercice 2005, passant de 1 257,4 millions de gourdes en avril-juin 2005 à 1 414,9 millions de gourdes en juillet-septembre 2005. Les traitements et salaires distribués par le secteur public ont atteint 5 570 MG en 2005, soit 34,44 % de plus qu'en 2004 (4 143 MG)

Tableau 1 - Évolution du salaire réel

	Indice des prix à la consommation*	Taux d'inflation (en %)	Salaires nominal (Gourde)	Salaires réel (Gourde)	Taux de croissance du salaire réel (en %)
1993	47,84	37,87	15,00	31,89	
1994	71,07	51,08	15,00	21,11	-33,81
1995	88,04	17,26	30,00	43,2	104,67
1996	87,52	17,31	30,00	38,82	-14,54
1997	114,06	16,86	30,00	31,67	-14,49
1998	123,46	8,27	30,00	29,15	-7,64
1999	135,73	9,92	30,00	28,52	-3,03
2000	156,82	15,52	30,00	23,50	-19,28
2001	175,84	12,34	30,00	20,47	-10,98
2002	193,54	10,27	30,00	16,60	-18,15
2003	273,71	42,46	70,00	26,39	56,48
2004	337,82	22,69	70,00	20,72	-18,39
2005	367,87	14,84	70,00	18,04	-12,92

Source: BIEI, BHOI

Le salaire réel est calculé par la note (Salaire nominal/IPC) * 100

*Base 100 en novembre 1995

II. LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

En 2005, les autorités monétaires et fiscales ont réussi à poursuivre l'assainissement du cadre macroéconomique en mettant l'accent sur un policy-mix axé notamment sur l'amélioration progressive de la position budgétaire du gouvernement et la réduction subséquente du financement monétaire du déficit. Elles ont confirmé leur préférence pour une politique monétaire prudente et une politique budgétaire rigoureuse qui ont permis au secteur public non seulement de respecter la contrainte de financement zéro du déficit, mais aussi de dégager une capacité de financement de 32 millions de gourdes à la fin de septembre 2005.

La politique monétaire s'est donc inscrite dans la poursuite des efforts de redressement monétaire et de stabilisation de l'inflation. Le potentiel de l'économie ayant été affaibli par les chocs exogènes de l'exercice antérieur qui ont contribué à la chute du Produit Intérieur Brut (-3,50%), les autorités monétaires se sont évertuées à conserver les acquis de la politique monétaire pour mieux asseoir leur crédibilité vis-à-vis des partenaires nationaux et internationaux de manière à atteindre les principaux objectifs visés. La réduction du financement monétaire et les afflux de capitaux ont aidé à diminuer les pressions de la demande globale sur les prix, mais les relèvements des taux d'intérêt sur les bons BRH ont été transmis davantage aux emprunteurs qu'aux déposants par les banques commerciales.

Aidée des signaux positifs projetés par le gouvernement sur le plan de la gestion des finances publiques au cours de l'exercice 2003-2004, la BRH a maintenu sa politique de détente des taux d'intérêt jusqu'au troisième trimestre de l'exercice 2004-2005. Le maintien de la position budgétaire favorable du secteur public a joué un rôle majeur dans la stabilisation de l'encours des bons BRH dans une tentative de redynamisation des activités de crédit. Dans le même temps, la BRH avait gardé le taux de réescompte à un niveau relativement élevé (27 %) dans le but d'augmenter le coût d'opportunité d'un endettement spéculatif des agents financiers et de rendre le marché interbancaire plus actif. À partir de juin 2005, dans le contexte du resserrement des conditions monétaires par la Réserve fédérale américaine et dans le souci d'exercer un contrôle adéquat sur le volume de liquidités disponibles dans le système bancaire et de contrer une éventuelle reprise de l'inflation à partir d'une diminution de la position excédentaire du Trésor public, les autorités monétaires ont procédé à deux relèvements successifs pour faire passer les taux sur les bons des trois maturités de 3,50 %, 5,50 % et 7,50 % à 11%, 13 % et 15,60 % au 30 septembre 2005. De fait, l'encours des bons s'est accru de 14,96% sur un mois avant de se contracter de 0,51% en moyenne mensuelle au dernier trimestre de l'exercice 2004-2005. Ces mesures ont contribué à limiter la croissance de la monnaie en circulation qui a terminé l'exercice à un taux de 18,50% contre 21,40% un an auparavant. En revanche, la masse monétaire (M3) a progressé de 20,36% en rythme annuel contre 9,10% en 2004, un rythme d'expansion qui, compte tenu de la croissance du PIB et de la hausse du ratio correspondant (M3/PIB), reflète du ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie, aura eu, somme toute, un impact modérément inflationniste. Du reste, les interactions entre des événements non monétaires comme le renchérissement des produits pétroliers et les périodes de turbulences sont venues s'ajouter à la liste des facteurs d'ancrage des anticipations inflationnistes. En final, l'inflation mesurée par l'IPC s'est repliée à 14,80 % en 2005, légèrement en deçà de la cible de 15% indiquée dans le programme d'Assistance d'Urgence Après Conflit (AUAC I).

L'évaluation de ce programme a conclu en faveur de la poursuite de l'assistance du Fonds Monétaire International, puisque les principaux critères de performance retenus ont été respectés. En particulier, les surplus consécutifs du budget dégagés par le gouvernement central d'un trimestre à l'autre, lui ont permis d'éviter le recours au financement monétaire, et conséquemment, les autorités monétaires ont pu contenir l'inflation et stabiliser le taux de change tout en poursuivant leur politique de détente des taux d'intérêt jusqu'au troisième trimestre de l'exercice.

II.1.- LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2005

La politique monétaire en 2004-2005 s'est déroulée dans le cadre de l'application du Programme AUAC I qui visait l'amélioration et la consolidation du cadre macroéconomique et financier. En effet, d'octobre 2004 à mai 2005, la banque centrale a maintenu les taux d'intérêt sur les bons BRH à un niveau relativement bas⁶, de manière à créer les conditions favorables à la dynamisation du crédit bancaire et aussi pour éviter que les effets d'une conjoncture difficile ne débouchent sur l'accroissement des prêts improductifs dans le système bancaire. Cette politique a été largement soutenue par les bailleurs de fonds internationaux et les efforts de redressement des comptes publics opérés par le gouvernement central, ce qui a permis une réduction considérable des besoins en financement monétaire. Ainsi, pour l'exercice 2005, l'inflation a suivi une tendance baissière qui l'a portée en rythme annuel à 14,84 % en fin d'exercice, un taux nettement inférieur à celui de septembre 2004 (22 % environ).

En juin 2005, réagissant à la reprise de l'inflation observée au mois de mai, suite aux chocs exogènes et à un changement de tendance des dépenses publiques, les autorités monétaires ont initié une politique de resserrement monétaire. La nouvelle politique a consisté à relever progressivement les taux sur les bons BRH des différentes maturités et, conséquemment, l'encours des bons a de nouveau progressé pour terminer l'exercice à 5,5 milliards de gourdes contre 3,5 milliards en début d'année fiscale (voir Graphique 4). Ces relèvements de taux d'intérêt s'expliquaient aussi, d'une part, par la nécessité d'assécher les excédents de liquidités du système bancaire provenant d'un financement monétaire⁷ temporaire et, d'autre part, par la prise en compte de l'évolution des marchés monétaires et financiers internationaux.

La politique de détente des taux d'intérêt pratiquée par les autorités monétaires s'est achevée en provoquant une stimulation du crédit bancaire faiblement proportionnelle à l'ampleur des baisses de taux, en raison du grippage observé dans le mécanisme de transmission en termes de rigidités structurelles, de délai et d'asymétries d'information.

LES INSTRUMENTS

Comme pour l'exercice antérieur, et en général depuis novembre 1996, les bons BRH demeurent le principal instrument de la politique monétaire. Sur la période sous-étude, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont évolué suivant deux phases consécutives : ils ont été maintenus à un niveau relativement bas pendant les huit premiers mois de l'exercice, grâce à la bonne tenue des finances publiques. Par la suite, ils ont été progressivement relevés en vue de pallier les effets inflationnistes d'un retour temporaire au financement monétaire, mais aussi pour prendre en compte la politique monétaire restrictive aux Etats-Unis.

En effet, d'octobre 2004 à mai 2005, les taux d'intérêt sur les Bons BRH sont restés à un niveau identique à celui de la fin de l'exercice précédent⁸, soit 3,50 %, 5,50 % et 7,60 % respectivement, pour les bons de 7, 28 et 91 jours. Compte tenu des changements dans la situation des finances publiques et de l'environnement financier et monétaire international, les taux pratiqués sur les bons BRH des différentes maturités (7, 28, 91 jours) ont été ajustés à la hausse pour passer à 9 %, 11,10% et 13,40% respectivement en juin 2005, puis à 11 %, 12,84% et 15,60 %, en fin d'exercice (voir le graphique 3 ci-dessous).

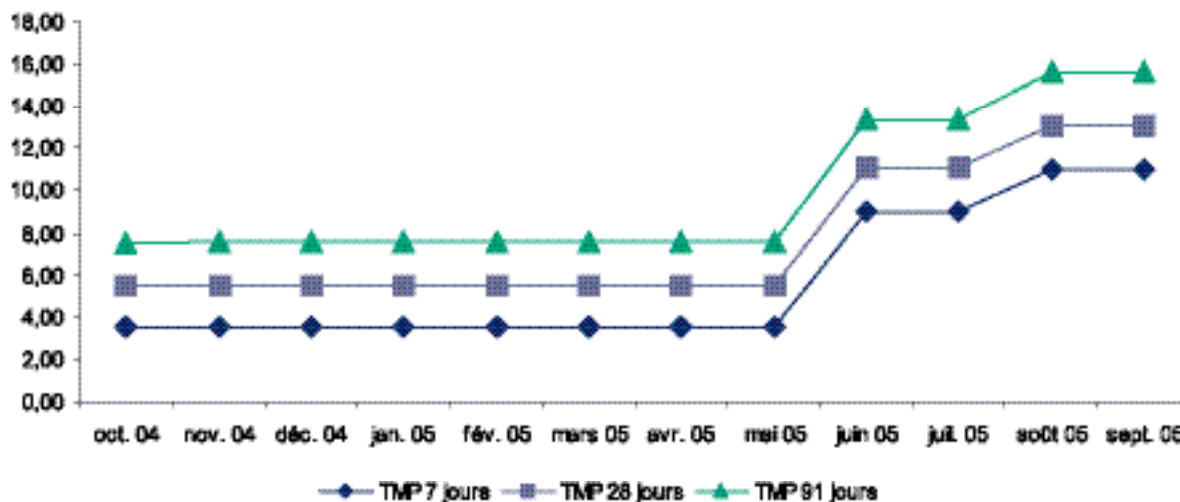
⁶ soit 3,50 %, 5,50 % et 7,60 % sur les bons à 7, 28 et 91 jours comparativement à des taux excessivement élevés (au-delà de 20 %) au cours du premier semestre de l'exercice précédent.

⁷voir en annexe le bilan de la BRH au septembre 2005

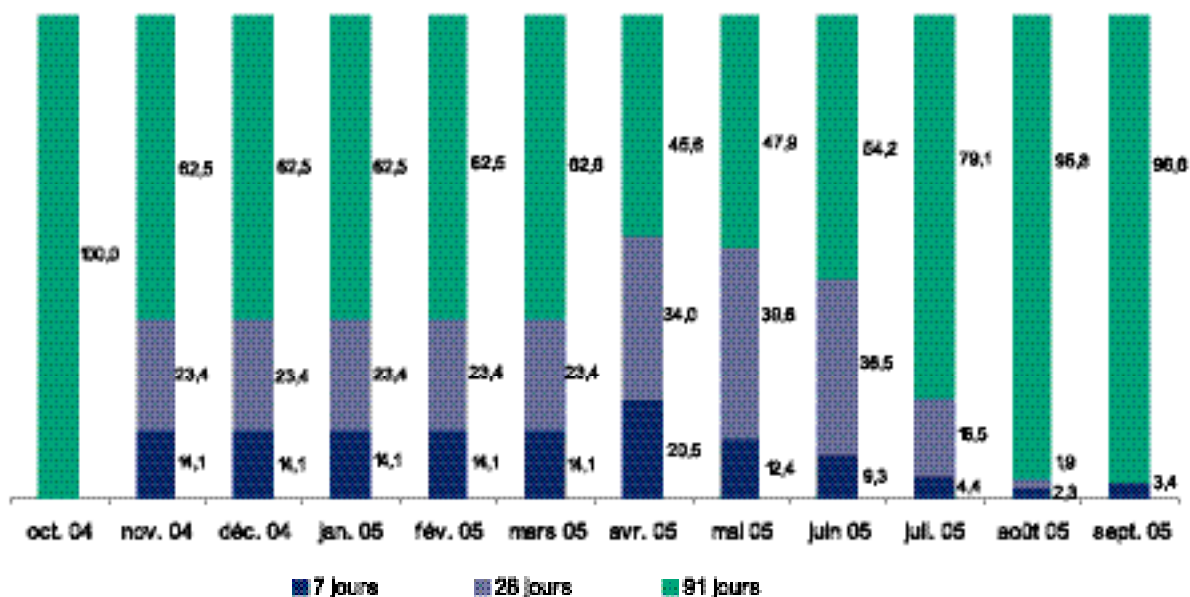
Exception faite des taux sur les bons de 91 jours qui ont terminé l'exercice à 4,62 % et sont passés à 7,50% en octobre 2004, puis à 7,64 % en novembre et à 7,65%

⁸en décembre, auxquels niveau il est resté qu'au mois de mai 2005.

Graphique 3 - Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités

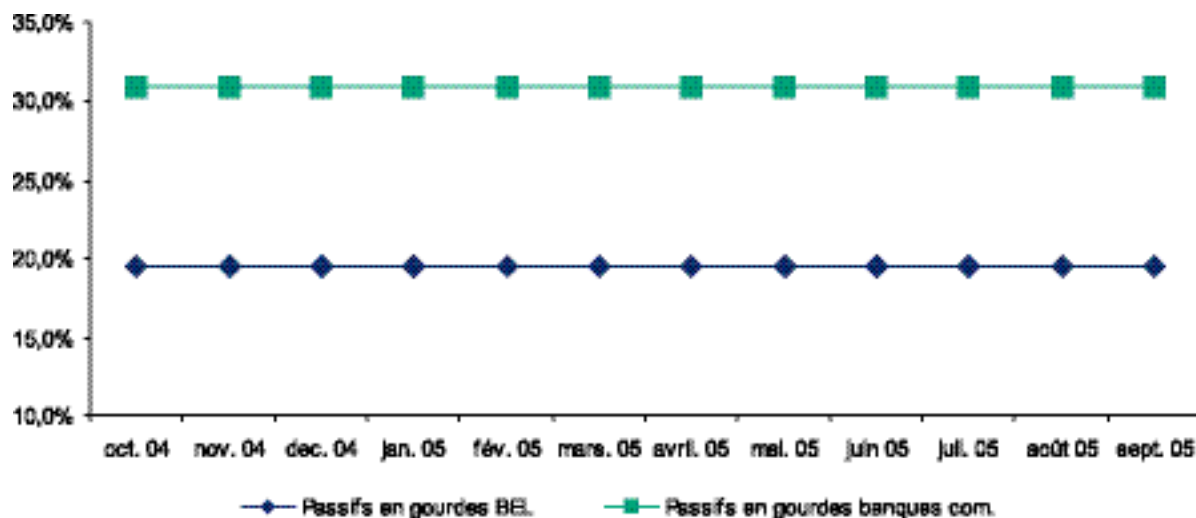


Graphique 4 - composition de l'encours des bons BRH en %

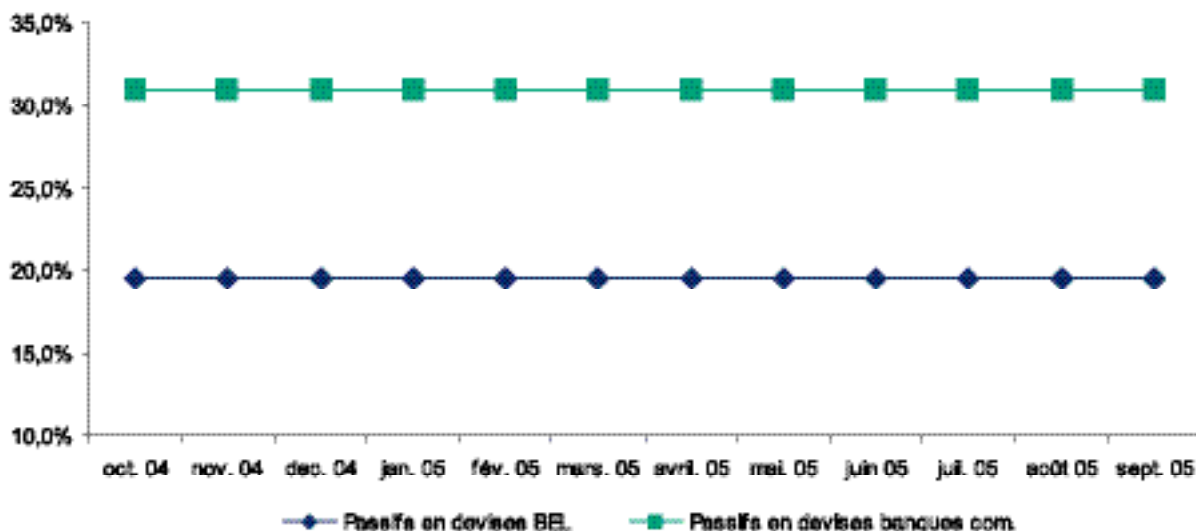


Les coefficients des réserves obligatoires n'ont guère varié depuis la publication de la circulaire 86-12A du 16 juin 2001 les fixant à 31 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et 19,50% pour les banques d'épargne et de logement (BEL), tant pour les passifs en gourdes que pour ceux en dollars ÉU. De même, la structure de la couverture des passifs en dollars ÉU est restée inchangée, soit 30 % en monnaie locale et 70 % en monnaie étrangère.

Graphique 5 - Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie locale



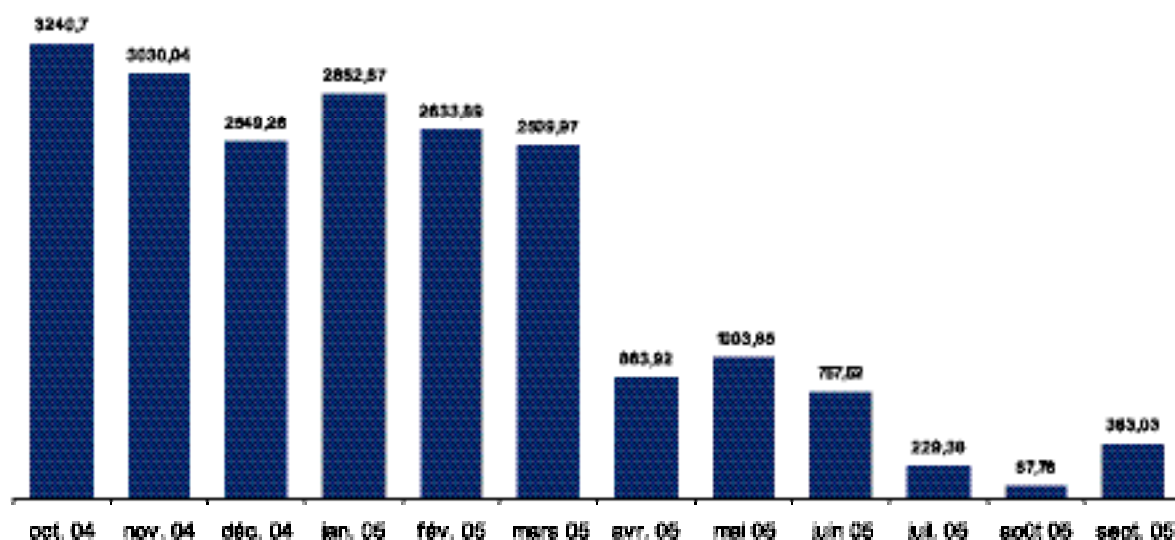
Graphique 6- Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère



La position moyenne de réserve des banques a évolué autour d'une moyenne positive de 1 682,4 MG d'un mois à l'autre. S'inscrivant à 3 240,7 MG en début d'exercice, cet indicateur a diminué graduellement pour s'établir à 863,9 MG en avril 2005, avant d'atteindre son niveau le plus bas en août (89,6 MG), pour enfin terminer l'exercice à 398 MG. En général, le comportement de la position moyenne de réserve a été caractérisé par une tendance baissière qui s'est particulièrement accélérée à partir du troisième trimestre de l'exercice.

Par ailleurs, les interventions à l'achat de la BRH sur le marché des changes au cours de l'exercice fiscal 2005 se sont inscrites à 40,7 millions de dollars ÉU, soit 58,1 millions de dollars de moins par rapport à 2004. Comme pour l'exercice écoulé, à côté de la reconstitution des réserves, les interventions de la BRH sur le marché des changes ont été motivées par la nécessité de faire face aux obligations en devises du gouvernement liées, notamment, au service de la dette et à d'autres paiements internationaux.

Graphique 7- Position moyenne de réserve en MG

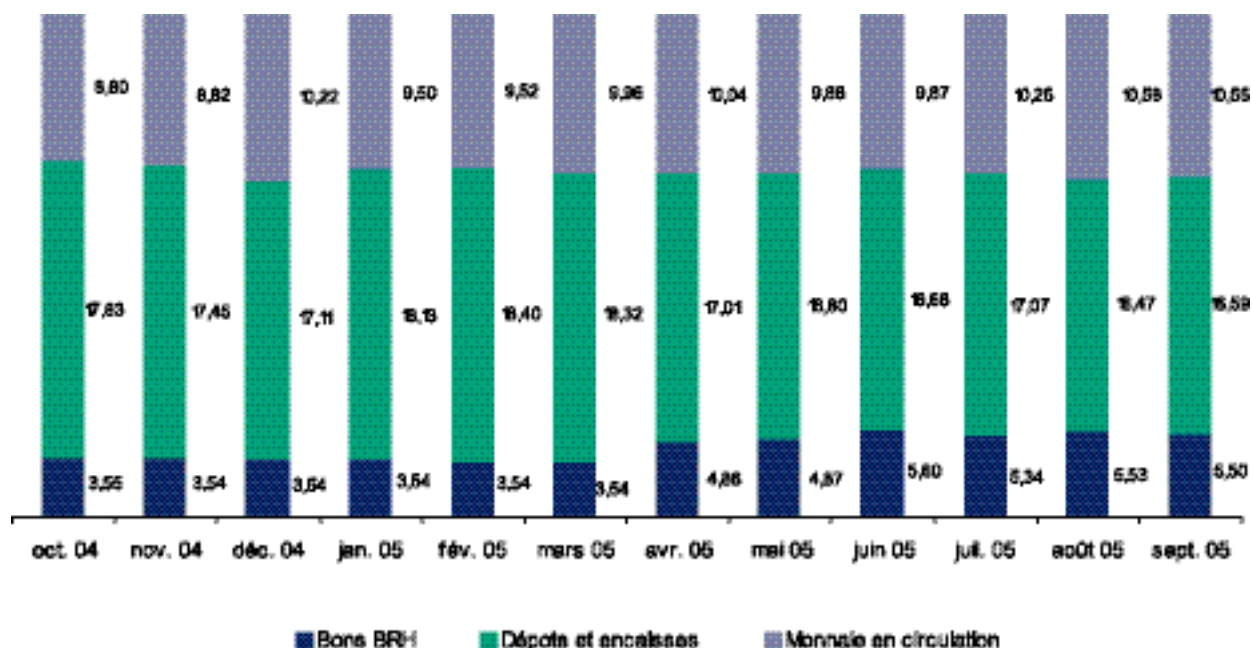


II.2.- LES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

La base monétaire, chiffrée à 33574,1 MG a progressé de 8,37 % en rythme annuel, soit un ralentissement de 9,26 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Cette décélération reflète au passif le fléchissement de 16,77 points de pourcentage de la progression des réserves des banques, la principale composante de la base monétaire, qui a plus que compensé une accélération de 18,56 points de pourcentage de la croissance de la monnaie en circulation. Au 30 septembre 2005, l'encours des réserves des banques s'est établi à 22 093,3 MG, soit une hausse annuelle de 3,95 % contre 20,72 % un an plus tôt. Ce ralentissement est consécutif à une contraction de 8,88 % des dépôts des banques qui a neutralisé l'expansion de 55,17 % de l'encours des bons BRH évalué à 5,5 milliards de gourdes en fin d'exercice.

A l'actif, le ralentissement de la croissance de la base monétaire est le résultat de la consolidation de la situation financière de l'État qui a permis d'éviter le recours au financement monétaire durant les sept (7) premiers mois de l'exercice et de revenir à un surplus budgétaire au cours des deux derniers mois, en dépit d'un financement passager enregistré pour les mois de mai, juin et juillet 2005 (voir le bilan de la BRH en annexe). D'un autre côté, sous l'influence des transferts publics et privés avec ou sans contrepartie et des achats de la BRH, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 25,41 %, soit une accélération de 95 points de base relativement à 2003-2004, s'inscrivant à 8 231,7 millions gourdes au 30 septembre 2005.

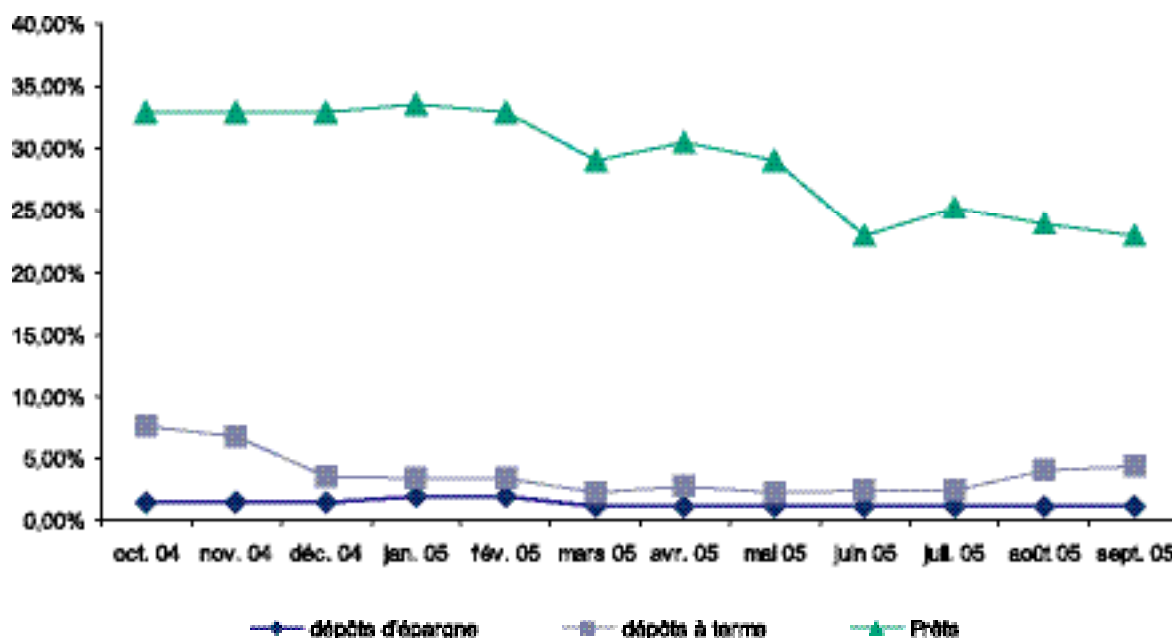
Graphique 8-. Les composantes de la base monétaires
(en milliards de gourdes).



II.3.- LES RÉSULTATS FINALS

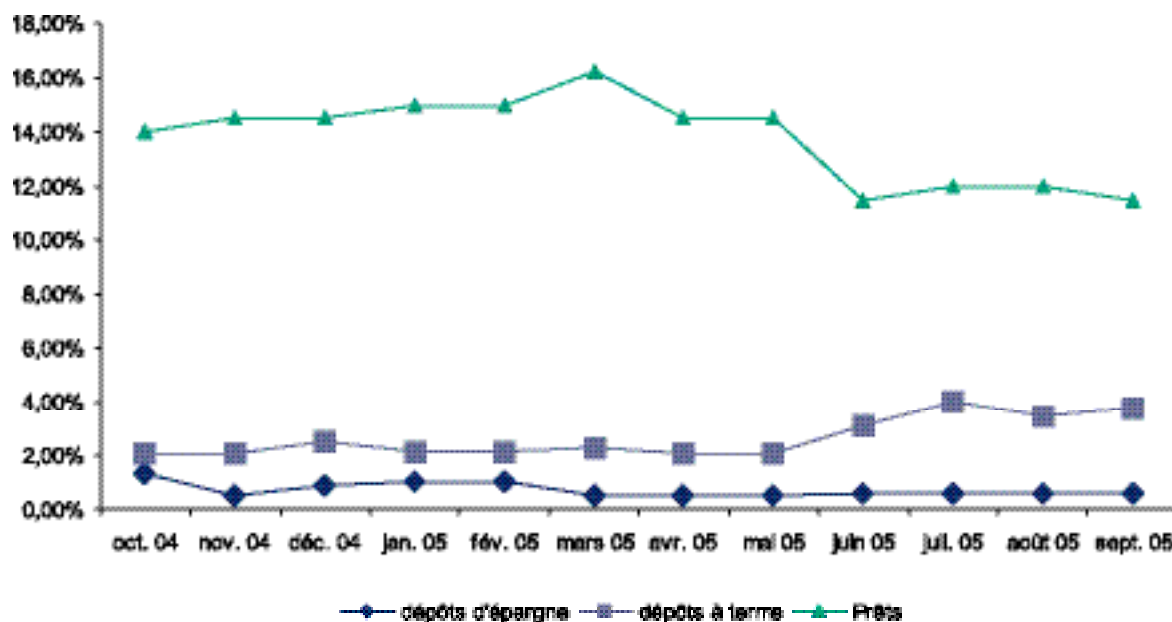
Au cours de l'exercice sous revue, l'évolution des taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne libellés en gourdes et de ceux sur les dépôts à terme a été contrasté par rapport aux mouvements des taux sur les bons BRH. Avec un délai d'environ trois mois, les taux sur les bons BRH se sont répercutés sur ceux des dépôts à terme durant le quatrième trimestre de l'exercice. Les taux sur les dépôts d'épargne, de leur côté, ont été relativement stables. En effet, de 7,50 % en octobre 2004, les taux d'intérêt sur les dépôts à terme se sont repliés graduellement, passant à 2,25 % en mai 2005. Durant la période coïncidant avec la remontée des taux sur les bons BRH, on a enregistré une hausse au niveau de la rémunération des dépôts à terme, qui est passée de 2,38% en juin à 4,38 % en fin d'exercice. Parallèlement, les taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne en gourdes, sont passés de 1,50 % en octobre 2004 à 1,38 % en décembre, pour ensuite se stabiliser à 1,13 % pour le reste de l'exercice.

Graphique 9.-Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales.
(instrument en gourdes)



La rémunération des actifs libellés en dollars EU a fait montre d'une certaine sensibilité par rapport à l'évolution de celle des bons BRH, particulièrement en période de hausse. Alors que les taux sur les bons à 91 jours sont devenus de plus en plus attrayants à la fin de l'exercice, les taux sur les dépôts d'épargne sont passés de 0,55 % en mai à 0,63 % en septembre 2005. Parallèlement, les taux sur les dépôts à terme sont restés au dessous de 3 % au cours du premier semestre et ont connu une relative progression au second semestre, avec la hausse des taux directeurs, en passant de 3,13 % en juin à 3,75 % en septembre 2005.

Graphique 10.-Taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales
(instrument en dollars EU)



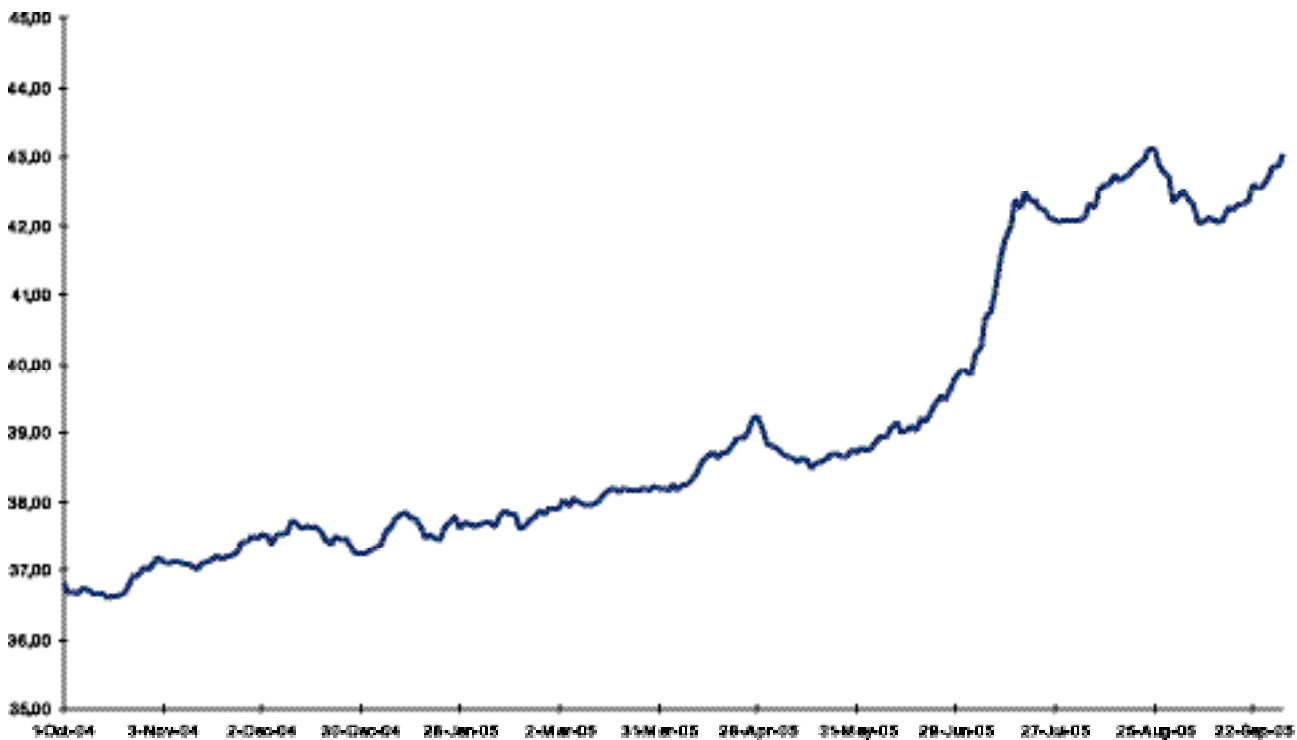
Les taux sur les prêts en gourdes (graphique.-9) stabilisés à 33 % d'octobre 2004 à février 2005, se sont repliés à 29 % en mars, pour ensuite remonter à 30,50 % en avril. A partir du mois de mai, ils ont de nouveau amorcé une phase de baisse pour clôturer l'exercice à 23 %, en dépit du renversement de la politique de détente des taux d'intérêt.

Les taux sur les prêts en devises ont connu une légère hausse, passant de 14 % en octobre à 14,50 % en décembre 2004, puis à 16,25 % en mars 2005. Entre avril et mai, ils sont retournés à leur niveau de décembre (14,50 %) pour ensuite varier de 11,50 % à 12 % entre juin et août.

S'agissant des taux sur les prêts en gourdes ou en devises, nous pouvons distinguer trois composantes. L'une est liée à la prime de risque ; or, ni les changements dans la perception du risque, ni le timing de ces changements ne tombent sous l'influence directe de la politique monétaire. Rien ne garantit donc que les évolutions de la prime de risque soient en phase avec celles des interventions des autorités monétaires : autrement dit, il peut arriver que la prime de risque augmente pourtant en période de détente des taux d'intérêt ou qu'elle diminue même en présence d'un resserrement monétaire. Un scénario d'autant plus vraisemblable lorsque, dans un environnement sujet à des chocs de nature extra-économique, la lecture des événements peut laisser l'impression tantôt d'un monde qui va mieux, tantôt d'un monde qui va moins bien.

La deuxième composante des taux débiteurs, est liée aux anticipations sur l'évolution du change. Ainsi, il se pourrait qu'une politique monétaire soit perçue ou bien comme trop accommodante, et dans ce cas, elle créerait des anticipations de tensions sur le change, ou bien comme suffisamment sévère et, dans ce cas, elle engendrerait des anticipations d'apaisement des tensions sur le change.

Graphique 11 - Évolution du taux de change



La troisième composante résulte de la marge d'intermédiation (hors effets de change et prime de risque) que s'aménagent les banques particulièrement. Or dans le contexte actuel, aucun signe de pression à la réduction de ces marges ne saurait pour le moment provenir de sources extérieures, jusqu'ici inexistantes en Haïti, soit marchés d'obligations, d'actions, de titres de dette de court terme, accessibles, bien qu'à des degrés divers, aux demandeurs de fonds prétables, alors sous la pression de la concurrence entre sources de financement les marges d'intermédiation se contractent.

II.4.- ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES

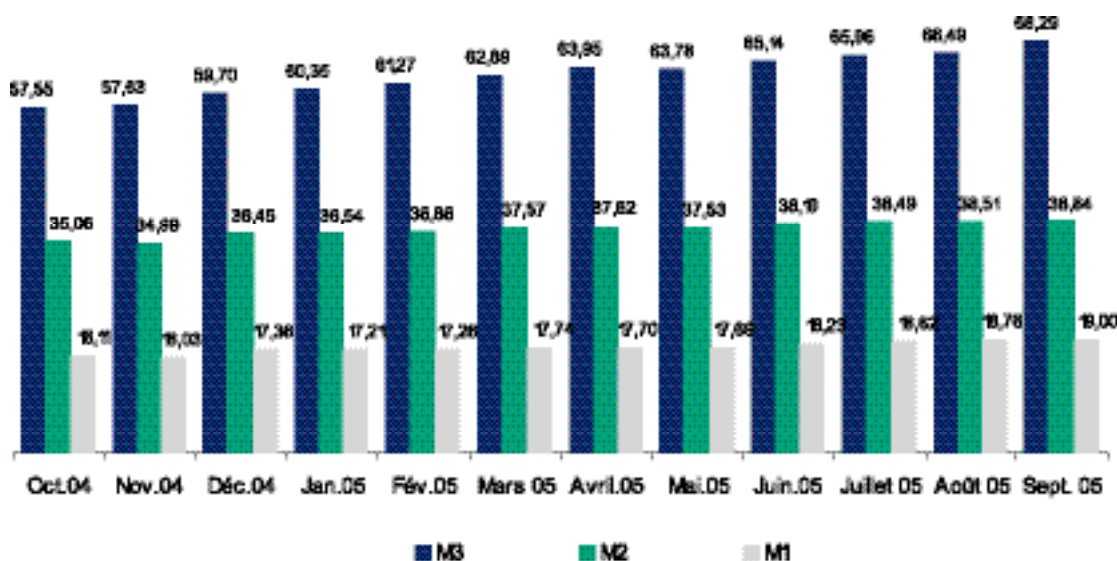
L'exercice 2005 a été caractérisé par une hausse des principaux agrégats monétaires. La progression de M1 a atteint 19,61 %, sous l'effet combiné d'une forte augmentation des dépôts à vue (17,06 %) et de la monnaie en circulation (21,43 %) influencée par la progression des transferts et du prix à la pompe des produits pétroliers.

La masse monétaire M2 a progressé de 12,62 %, soit une hausse légèrement moins prononcée que celle de l'exercice précédent. Fin septembre 2005, M2 s'est élevée à 38 838,6 MG et son ratio au PIB à 23,11%. La contribution de la composante M1 à cette croissance a été contrebalancée par une hausse modérée de la quasi-monnaie (6,65 %), avec le renforcement du poids des dépôts d'épargne (63% contre 57% en 2004), lesquels ont crû de 17,69 %. Cette forte croissance des dépôts d'épargne a été compensée par une contraction de 7,78 % des dépôts à terme.

Les dépôts en dollars convertis en gourdes se sont chiffrés à 29 451,1 MG (en hausse annuelle de 32,35%), soit une accélération de 29,48 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent. Cette accélération de la progression des dépôts en dollars reflète aussi bien la dépréciation de la gourde que l'accroissement du volume des dépôts en dollars ÉU capté dans le système bancaire. Évalués en dollars ÉU, ces dépôts se sont élevés à 684,2 millions au 30 septembre 2005 contre 604,3 millions pour la même période au cours de l'exercice passé. Il en est résulté une hausse du taux de dollarisation, mesuré par le ratio des dépôts en dollars sur les dépôts totaux du système bancaire, s'établissant à 51 % contre 46,29 % l'exercice précédent.

La progression de la masse monétaire au sens large, M3, que le freinage de celle de M2 est de nature à ralentir, a largement bénéficié de l'impulsion donnée par la vive augmentation des dépôts en devises combinée à l'appréciation notable du dollar face à la gourde; par rapport à l'an dernier, M3 a crû de 20,31 % à 68 289,7 MG, mais son ratio au PIB a été pratiquement demeuré inchangé à 40,64 % en 2005 contre 40,55 % en 2004.

Graphique 12.-Évolution des agrégats monétaires
(en milliards de gourdes)

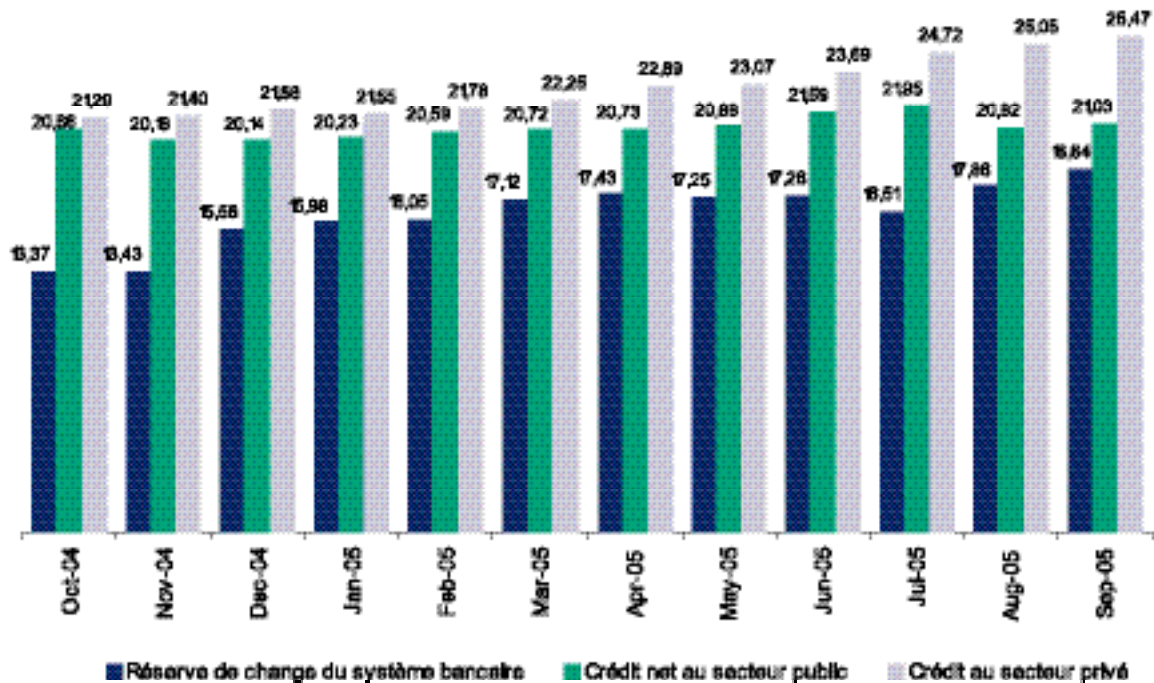


II.5.- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont chiffrés à 18 635,4 MG⁹, soit une hausse de 46,93% comparativement à une baisse de 5,89 % en 2004. Cette progression résulte d'une croissance de 70% des avoirs extérieurs nets des banques commerciales et de la poursuite de la consolidation des réserves officielles nettes de change qui, hors dépôts des banques, ont crû de 45,10 %, se chiffrant à 2914 MG. Exprimés en dollars ÉU, les avoirs extérieurs nets se chiffrent à 433 millions de dollars ÉU, en hausse de 25,70% et les réserves nettes de la BRH, hors dépôts des banques à 67,7 millions de dollars ÉU, soit une progression de 24,10%. La consolidation des réserves nettes de change de la BRH est consécutive à une augmentation de 37,80 % de ses avoirs extérieurs alors que ses engagements n'ont augmenté que de 13,09%.

⁹Correspondant à 433 Millions de dollars ÉU au taux de référence de fin de période.

Graphique 13.- Contreparties de M3 et financement de l'économie



Le crédit intérieur s'est chiffré à 49 654,3 MG, soit une hausse de 12,65 % contre 14,33% en 2004. Cette légère décélération résulte d'un ralentissement net de la croissance des créances nettes sur le secteur public qui a contribué à neutraliser les effets d'une accélération significative de la croissance des créances sur le secteur privé. La composante publique du crédit a ainsi crû de 0,43% contre 13,71% au cours de l'exercice précédent.

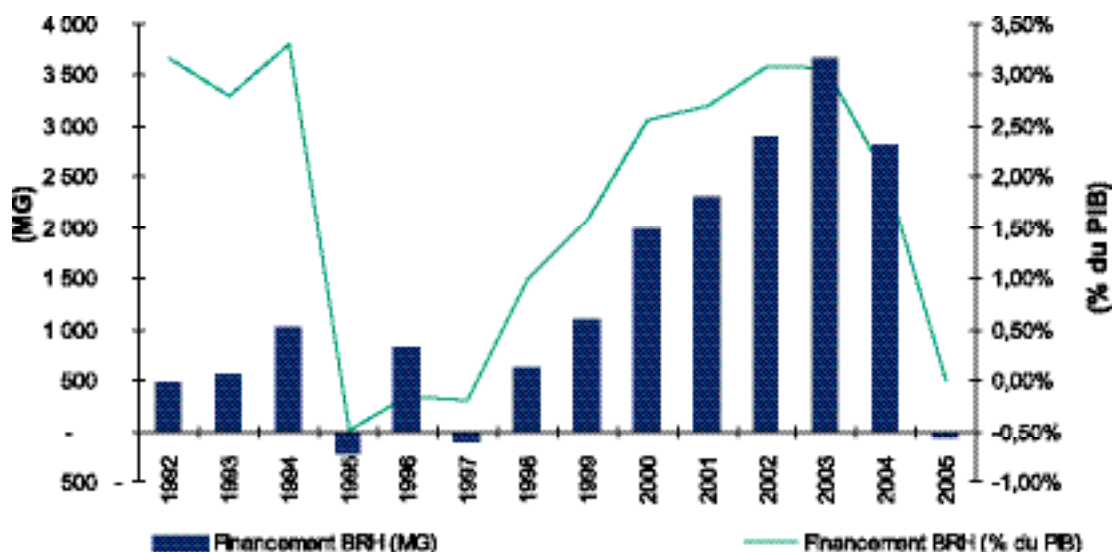
Pour sa part, le crédit au secteur privé a augmenté de 21,27% contre 9,03% en 2004, entraînant ainsi une légère augmentation de son poids dans le portefeuille de crédit du système bancaire, à 51,29%. Ce résultat reflète aussi bien l'expansion du crédit en gourdes (19,60%) que celle du crédit en dollars exprimé en gourdes (23,03%). Toutefois, la progression de ce dernier reflète beaucoup plus la dépréciation de la gourde puisque évalué en dollars, il n'a crû que de 5,25%.

III.- LES FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'exercice 2004-2005, la politique budgétaire a été exécutée dans le cadre d'un budget établi sur la base du programme macroéconomique et financier signé avec le Fonds Monétaire International. Ce programme, formulé sous la forme d'une Aide d'Urgence Après Conflit, a été appliqué dans un environnement marqué par la montée des prix du pétrole sur le marché international et la détérioration des conditions générales de sécurité dans le pays. Ce programme visait à promouvoir la stabilité macroéconomique et à renforcer la capacité institutionnelle et administrative de l'État, nécessaires à la reprise de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, les autorités gouvernementales prévoyaient l'augmentation des recettes fiscales, la priorisation des dépenses budgétaires orientées vers les programmes sociaux et de celles consacrées à l'investissement, et le renforcement des opérations des entreprises publiques.

A la fin du premier semestre, la majorité des mesures structurelles recommandées dans le cadre de l'accord ont été mises en oeuvre. En dépit d'un manque à gagner enregistré au niveau des recettes, les principaux critères quantitatifs du programme ont été respectés à la faveur d'une réduction des dépenses programmées. Pour éviter le recours au financement de la BRH au deuxième semestre, en raison du retard accusé dans le déblocage des fonds de la part des bailleurs internationaux, un budget rectificatif a été élaboré en vue de réorienter les finances publiques de juillet à septembre 2005. Les prévisions des recettes et des dépenses pour le dernier trimestre 2004-2005 ont été révisées à la baisse pour passer respectivement de 3,9 à 3,3 Milliards de gourdes et de 4,5 à 3,5 Milliards. En dépit des problèmes auxquels le fisc devait faire face cette année, dans l'ensemble, la situation globale des finances publiques s'est améliorée par rapport à l'exercice précédent (voir le graphique 13 ci-dessous). Les recettes ont maintenu leur tendance à la hausse, soit 30 % en glissement annuel alors que les dépenses n'ont progressé que de 12 % par rapport à l'exercice fiscal 2004. En général, l'année fiscale s'est soldée par un surplus global de 679,5 MG.

Graphique 14.- Financement monétaire du déficit budgétaire
(en pourcentage du PIB et en MG)



III.1.- LES RECETTES

Les recettes collectées par le Trésor Public au cours de l'exercice 2004-2005 se sont élevées à 16,3 milliards de gourdes, en hausse de 30 % en glissement annuel. Elles représentent une pression fiscale de 9,70 % contre 9,80 % prévu dans le programme macroéconomique et 8,90 % au cours de l'exercice précédent. La hausse des recettes est principalement consécutive aux recettes courantes dont les composantes interne et douanière accusent respectivement une croissance annuelle de 24 % et de 26 %. Ces résultats ont été obtenus suite à l'application de mesures administratives, permettant ainsi l'amélioration de la performance des organes de perception. Parmi ces mesures on peut citer la poursuite des missions de vérification au titre de la TCA, le renforcement des activités de recouvrement de créances et l'application effective de l'ajustement des droits d'accises sur les produits du tabac, sur les boissons alcoolisées et maltées, initiée au cours de l'exercice antérieur.

RECETTES INTERNES

Les revenus encaissés par le Trésor Public au titre des recettes internes se sont évalués à 10 901,3 MG, atteignant ainsi le niveau de 6,50 % du PIB prévu dans le programme financier. Ces recettes ont donc crû de 24 % en glissement annuel. Cette performance a été attribuable aux composantes «TCA» (+37 %), et « impôt sur le revenu » (+24 %), les droits d'accises n'ayant progressé que de 1 %.

Dans le cas de la taxe sur le chiffre d'affaires, ces résultats ont été obtenus grâce à la poursuite des actions de vérification entreprises par les autorités fiscales malgré les nombreuses perturbations socio-politiques

En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, son augmentation a été attribuable :

a) à la croissance substantielle de la masse salariale (41%), passant de 4 142,6 MG à 5 853 MG consécutivement à la progression des revenus des employés de la Fonction Publique qui ont bénéficié de deux augmentations successives de salaire (33 % en juillet 2004 et 15 % en janvier 2005).

b) aux mesures prises au sein de l'unité de gestion et de contrôle financier (UGCF) pour renforcer la collecte auprès des compagnies redevables de l'impôt sur Bilan et les recettes perçues au titre des droits d'exploitation, soit un montant de 697,38 MG pour la Comcel et 63 MG pour la Digicel.

Les droits d'accises représentent pour l'exercice le champ d'impôt le moins productif accusant une croissance de 1 % en glissement annuel, en raison du manque à gagner occasionné par la non-répercussion sur les prix à la pompe de l'augmentation de 9,94 % du coût de la gasoline 95, de 10,90 % de celui la gasoline 91, de 12,62 % de celui du gasoil et de 12,62 % de celui du kérosène au cours des derniers mois de l'exercice. Le poids des revenus perçus sous forme d'impôts, de droits et de taxes dans les prix à la pompe des différents produits pétroliers, à l'exception de la gasoline 95, a régressé par rapport à l'exercice précédent. L'impact de la hausse a été particulièrement marqué au niveau de la gasoline 91, du kérosène et du gasoil où la hausse des coûts d'approvisionnement n'a pas été transmise sur les prix à la pompe. Le poids respectif des revenus sous forme de taxes, impôts et droits par rapport au prix à la pompe de ces produits est tombé de 37,82 % à 30,05 % pour la première, de 6,36 % à 1,81 % pour le second, et de 12,23 % à 4,19 % pour le dernier.

RECETTES DOUANIÈRES

A la faveur d'une augmentation de 8 % des importations et d'une dépréciation de 15,85 % de la gourde, les recettes douanières totalisant 4,438 MG ont affiché une croissance de 26 % en glissement annuel. Cette croissance est attribuable aux droits de douane (2 324,7 MG) et aux frais de vérification (1 769 MG) qui ont progressé respectivement de 32 % et de 26 % en glissement annuel. Ces résultats ont été obtenus malgré les divers problèmes enregistrés au niveau de la Douane dans la collecte des taxes durant les trois premiers mois de l'exercice 2005. À côté des deux grèves organisées par les employés de l'AGD, l'insécurité qui règne dans le pays depuis septembre 2004 a entravé le bon fonctionnement des bureaux de douane tout au cours de l'exercice.

Performance Institutionnelle

Les recettes perçues par l'UGCF se sont élevées à 4 200,3 MG en 2005, soit une hausse de 48,37 % et l'apport de cette institution au total des recettes a atteint 38,53 % contre 33,94 % en 2004. La contribution de l'Administration Générale des Douanes est passée de 4 009 MG à 4 545,8 MG en 2005, soit une croissance de seulement 13,39 % contre 20,27 % en 2004. La participation de cette institution aux recettes totales a diminué de 48,06 % en 2004 à 41,70 % cette année, en raison des divers problèmes qui ont perturbé son fonctionnement.

Tableau 2- Structure des recettes par institution (en MG)

	Recettes 2003-2004	% du Total des Recettes	Recettes 2004-2005	% du Total des Recettes	Variation en %
Bureau Central (CGG)	731,85	8,77	1 400,35	13,45	100,47
UGCF	2 830,80	33,94	4 200,28	38,53	48,37
Douanes	4 009,56	48,06	4 545,78	41,70	13,39
Autres	770,13	9,23	606,70	5,32	-10,63
Total	8 341,32	100	10 805,30	100	30,69

Source : BPH/Direction du Contrôle de Crédit

Par ailleurs, les recettes collectées par la DGI et ses différentes directions régionales ont atteint 1466,6 MG en 2005, soit une progression de 100,47 %. La participation de cette institution aux total des recettes est de 13,45 %, soit une augmentation de 4,68 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice 2005, la structure des recettes fiscales n'a pas subi de modifications dans la mesure où les impôts indirects demeurent, de manière prépondérante, la source principale de revenus pour le Trésor Public :

La part des impôts directs sur le revenu et les bénéfices est passée de 22,28 % à 23,36 % en raison de la progression de la part des rubriques "Impôts sur les sociétés" et "Impôt sur le revenu des particuliers". Quant au poids de l'acompte, il a eu un léger recul de 0,27 point de pourcentage. La part des impôts indirects à la consommation a baissé de 6,05 points de pourcentage cette année. Cette baisse résulte de la diminution de la part de la TCA de 2,87 points de pourcentage, suite à la régression de celle de sa composante externe qui représente plus de 70 % des recettes de cette rubrique. Le poids des droits d'accises dans les recettes totales a reculé de 2,2 points de pourcentage, passant de 9,87 % à 7,67 % et celui des recettes douanières de 0,97 point de pourcentage.

Tableau 3- Évolution de la structure des recettes (en %)

	2003	2004	2005
Recettes totales	100,00	100,00	100,00
Impôts directs sur le revenu et les bénéfices	17,81	22,28	23,36
Particuliers	5,09	4,60	5,74
Sociétés	6,39	14,46	14,65
Acompte	2,33	3,24	2,97
Impôts indirects à la consommation	68,78	65,87	59,82
TCA	32,11	27,72	24,86
TCA sur importations	24,89	20,97	17,78
TCA interne	5,02	6,75	7,07
Accises	6,28	9,87	7,67
Recettes douanières	26,37	26,28	27,31
Autres	13,68	11,86	16,82

Source : BPH/Direction du Contrôle de Crédit

III.2.- DÉPENSES

Les dépenses de l'Administration Centrale effectuées au cours de l'exercice 2005 se sont élevées à 19 248 MG, soit une croissance de 12 %. Elles représentent 11,45 % du PIB contre un niveau de 15,47 % prévu dans le programme. De ces dépenses, 89,50 % ont été consacrés aux dépenses courantes et 10,50 % aux dépenses d'investissements qui ont enregistré un recul de 40 %.

DÉPENSES COURANTES

Les dépenses courantes ont totalisé un montant de 17 220,3 MG, soit une progression de 27 %. De ce total, les dépenses sur biens et services représentent 80,49 %, les paiements d'intérêts 9,34 %, les subventions et transferts 7,68 % et les autres dépenses 2,49 %. La moyenne mensuelle des dépenses courantes s'est évaluée à 1 444,6 MG en 2005 contre 1 125,7 MG pour l'exercice 2004.

Totalisant 13 860,7 MG, les dépenses sur biens et services ont connu une croissance de 22 %, attribuable à la progression de 12 % des dépenses de fonctionnement, elle-même tributaire de la hausse de 41 % des dépenses de traitements et salaires. Ces dernières sont passées de 4 142,6 MG en 2004 à 5 853 MG en 2005. Cette évolution correspond aux débours effectués dans le cadre du recrutement de nouveaux cadres au sein de la fonction publique et aux ajustements effectués au bénéfice des fonctionnaires de l'État. En effet, l'effectif de la fonction publique est passée de 46 967 employés en septembre 2004 à 47 647 en septembre 2005, soit une croissance de 1,45 %. De plus, ces derniers ont bénéficié de deux augmentations successives de salaire, de 33% en juillet 2004 et de 15 % en janvier 2005.

Les paiements d'intérêts au titre de la dette externe totale ont augmenté de 73 %. Ces versements ont été effectués pour honorer les obligations contractées auprès d'institutions multilatérales et bilatérales, qui exigeaient le paiement des arriérés avant la reprise de leurs opérations avec Haïti. Cependant, les versements au titre de la dette interne ont baissé de 17 % à cause d'une accumulation de deux mois d'arriérés de paiement.

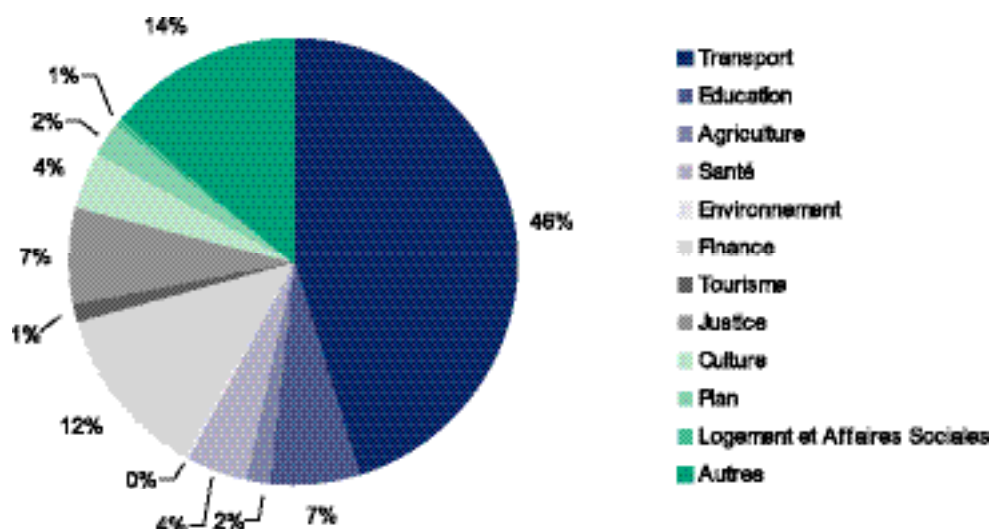
Les dépenses de transferts et de subvention ont augmenté de 85 %. Ce résultat est attribuable non seulement aux quotes-parts payées par le gouvernement haïtien aux différentes institutions internationales mais aussi aux transferts effectués par le Trésor Public à l'EDH pour l'achat de carburants et d'énergie aux compagnies privées. Cette situation a occasionné l'allocation de nouveaux fonds à hauteur de 672 MG dans le cadre du budget rectificatif contre 360 MG prévus initialement dans le programme économique.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement totalisant 2 113 MG ont régressé de 42,20 % par rapport à l'année précédente. La majorité de ces dépenses ont été allouées aux projets d'infrastructure et de rénovations urbaines. Du montant total, 45,18 % ont été consacrés à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures routières, 1,72 % aux programmes d'appui à la production agricole, 4,33 % à l'aménagement, la réhabilitation et la construction de centres de santé et d'hôpitaux, 12,46 % au renforcement institutionnel au sein du Ministère des Finances, 6,55 % à l'éducation nationale, 2,33 % en appui technique au ministère du plan et 27,43 % aux autres Interventions Publiques.

Par ailleurs, un programme de relance économique a été élaboré pour exécuter des projets d'infrastructures de base à partir des orientations et objectifs du Cadre de Coopération Intérimaire (CCI). Le montant des décaissements effectués pour l'exécution de 54 projets s'est élevé à 388,3 MG dont 272,1 MG pour financer 12 projets d'infrastructures routières, 47,1 MG pour 26 projets dans le domaine agricole et environ 19 MG pour 16 projets dans le secteur Santé.

Graphique 15- Investissements par secteurs
III.3.- Financement



Au terme de l'exercice 2005, les opérations financières du gouvernement central se sont soldées par un surplus global de 679,5 MG, soit une réduction de 139 % par rapport à l'exercice 2004. Par ailleurs, le financement externe a été négatif. Toutefois, les dons mobilisés, totalisant 2 140,6 MG, ont été utilisés principalement pour résorber le déficit du Trésor Public, permettant ainsi à l'État haïtien d'atteindre son objectif de financement. Le solde global des comptes du gouvernement central est structuré de la manière suivante:

- Le Déficit du compte du Trésor a été de l'ordre de 519,2 MG, représentant 3 % du PIB et traduisant un remboursement de créances.
- Les dépôts nets du gouvernement central qui se chiffrent à 494,6 MG de gourdes sont en nette régression par rapport à 2004 (66,73 %).
- Les arriérés d'intérêts se sont stabilisés à 1,8 MG en 2005.
- Les autres créances sont en nette régression (239,18 %) et les comptes spéciaux ont diminué de 76,61 %.

ÉVALUATION DU PROGRAMME FINANCIER

En dépit du dérapage du programme à la fin du mois de juin, les autorités fiscales et monétaires ont pu terminer l'exercice sans recourir au financement de la BRH contrairement à l'exercice précédent. Concernant les critères quantitatifs, les résultats affichés à la fin de cette période montrent que les recettes sont restées en dessous du plafond prévu de seulement 1,60 % soit un montant de 256 MG et les dépenses ont dépassé l'objectif visé de seulement 3,54 %.

Tableau 4- Evolution du déficit du gouvernement central financé par la BRH
(en milliers de gourdes)

Poste	2003/2003	2004/2004	2005/2005
1. Position nette du Trésor	-3 888 811,8	-4 464 213,3	519 818,0
2. Dépôts de l'Etat	223 823,4	1 498 859,8	494 568,3
3. Arriérés d'intérêts	-431 775,0	1 775,0	1 775,0
4. Autres créances	6 798,8	18 333,6	-25 518,4
5. Comptes spéciaux	-108 522,3	-68 804,35	-22 846,30
Financement mobilisé	-3 888 811,0	2 000 627,1	-21 128,6

Sources : BRH-Direction du Contrôle du Crédit

IV.- LA BALANCE DES PAIEMENTS D'HAÏTI POUR L'EXERCICE FISCAL 2005

La hausse du prix du baril de pétrole brut sur le marché international a constitué sur le plan externe l'un des facteurs ayant affecté négativement l'évolution de la balance des paiements d'Haïti au cours de l'exercice 2004-2005. Au niveau interne, la continuité dans la gestion rigoureuse des finances publiques, la rigueur de la politique monétaire et le renforcement de la position extérieure par les autorités monétaires ont contribué au maintien d'un cadre macroéconomique stable. Cette performance a favorisé la signature du Programme Financier AUACII avec le Fonds Monétaire International pour l'année fiscale 2005-2006. Avec un taux de croissance du Produit intérieur brut réel de 1,80%, l'économie a montré une tendance à renouer avec la croissance après trois années de récession.

Dans ce contexte, les comptes externes ont dans l'ensemble affiché des résultats satisfaisants : les transactions courantes, constituées majoritairement de flux de transferts privés et d'importations de marchandises, ont enregistré un excédent de 54,2 millions de dollars EU qui contraste avec les déficits des dernières années. La balance globale a montré un solde positif de 50,50 millions de dollars et une accumulation de 21,92 millions de dollars EU a été constatée au niveau des avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires. On notera cependant une sortie nette de capitaux de 15,80 millions de dollars au niveau des opérations financières, due particulièrement à une augmentation des placements des banques commerciales à l'étranger.

Tableau 5- Résumé de la balance des paiements d'haïti
(en millions de dollars EU)

	2001	2002	2003	2004 ^P	2005 ^P
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	-133,37	-68,84	-66,88	-55,84	54,14
Biens et services	-873,88	-828,93	-943,82	-5036,28	-1182,85
Crédit	444,87	421,13	488,37	510,24	587,30
Débit	-1318,85	-1250,03	-1432,19	-5546,50	-1735,95
Biens	-750,22	-708,88	-782,87	-832,78	-848,81
Crédit	308,22	274,43	303,10	377,88	488,88
Débit	-1058,44	-983,31	-1085,97	-1210,66	-1337,69
Services	-123,75	-120,04	-160,95	-203,48	-313,04
Crédit	138,88	146,67	136,27	132,55	138,45
Débit	-262,63	-266,71	-300,98	-336,03	-451,49
Revenus	-8,67	-13,67	-14,28	-11,82	-37,11
Crédit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Débit	-8,67	-13,67	-14,28	-11,82	-37,11
Transferts courants	740,58	763,88	918,00	882,54	1253,91
Crédit	768,58	775,88	948,00	1031,54	1312,25
Débit	-18,00	-12,00	-30,00	-148,00	-58,34
B. COMPTE DE CAPITAL	-	-	-	-	-
Crédit	-	-	-	-	-
Débit	-	-	-	-	-
C. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	85,87	-4,14	-48,48	13,23	-18,48
Investissements directs	4,40	5,75	13,30	5,50	8,52
Autres investissements	81,27	-9,89	-61,78	7,73	-26,99
Secteur des Administrations publiques (net)	8,86	-23,31	22,12	-14,24	88,31
Secteur bancaire (net)	5,14	3,37	-48,78	25,05	-88,75
Secteur non bancaire (net)	75,00	12,00	-40,00	-8,00	8,00
Autres avoirs et engagements (net)	1,27	0,62	4,40	3,52	3,12
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	45,88	12,64	33,17	77,82	12,18
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	-1,61	-40,34	-81,19	35,41	38,30
E. FINANCEMENT	2,39	80,54	8,19	-36,41	-80,88
Aucun de réserve ¹⁾	-4,88	49,02	25,15	-50,01	-21,82
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-4,20	3,28	-4,87	-8,70	8,08
Autres engagements ²⁾	1,12	0,12	0,87	3,91	-8,93
Variation des Avoirs de paiement ³⁾	10,65	28,16	-2,85	17,38	-35,71

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH)

Banque des Régions Internationales (BRI)

P : données préliminaires

1) Variation des avoirs de réserve à la fin de l'année (-) signifie une augmentation

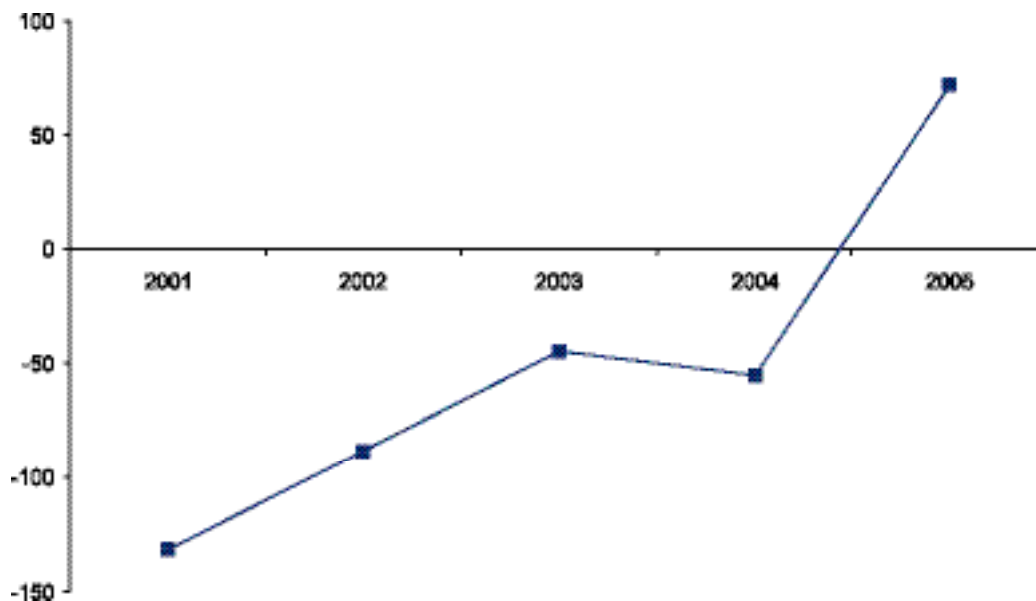
2) Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3) Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

IV.1.- LES TRANSACTIONS COURANTES

Le solde des transactions courantes a enregistré un excédent de 54,2 millions de dollars ÉU contrairement à un déficit de 55,6 millions en 2003-2004 (voir le graphique ci-après). Cette performance est attribuable à la progression des transferts privés, des transferts publics et des exportations de marchandises qui ont enregistré des taux de croissance respectifs de 6%, 228% et 21 %. Leurs effets ont pu contrebalancer ceux des importations de marchandises, d'un montant de 1,3 milliard de dollars, représentant le triple de la valeur des exportations. Les échanges de biens et services, qui ont une pondération de 64,61 % dans les flux enregistrés au niveau des transactions courantes, ont crû de 15 %. Les transactions sur marchandises, comptant pour 78 % dans le total des flux de biens et services, ont connu une croissance de 11%.

Graphique 16- Solde courant de la balance des paiements d'Haïti
(en millions de dollars ÉU)



LE SOLDE DES BIENS ET SERVICES

Le déficit du solde des biens et services est passé de 1,03 milliard de dollars ÉU à 1,16 milliards en raison d'une hausse significative des importations de services, qui à elles seules ont accusé une croissance (34,4%) de loin supérieure à celle des exportations de biens et services confondues (17 %). Les échanges de services, représentant 25% des transactions sur biens et services, ont enregistré un déficit de 313 millions de dollars ÉU, soit une détérioration de 54 % par rapport à l'année précédente. Cette situation est attribuable au fait que les entrées de devises au niveau de la balance des services, évaluées à 138,5 millions de dollars ÉU, ont augmenté de seulement 4 % tandis que les sorties, totalisant 451 millions de dollars ÉU, ont crû de 34 % aggravant ainsi le déficit. Les achats de services financés pour la plupart par des dons externes sont à la base de cette situation. Le ratio de la moitié de la somme des exportations et importations de biens et services rapportée au PIB nominal, mesurant le degré d'ouverture de l'économie par rapport au reste du monde, a varié de 0,29 en septembre 2004 à 0,26 en septembre 2005.

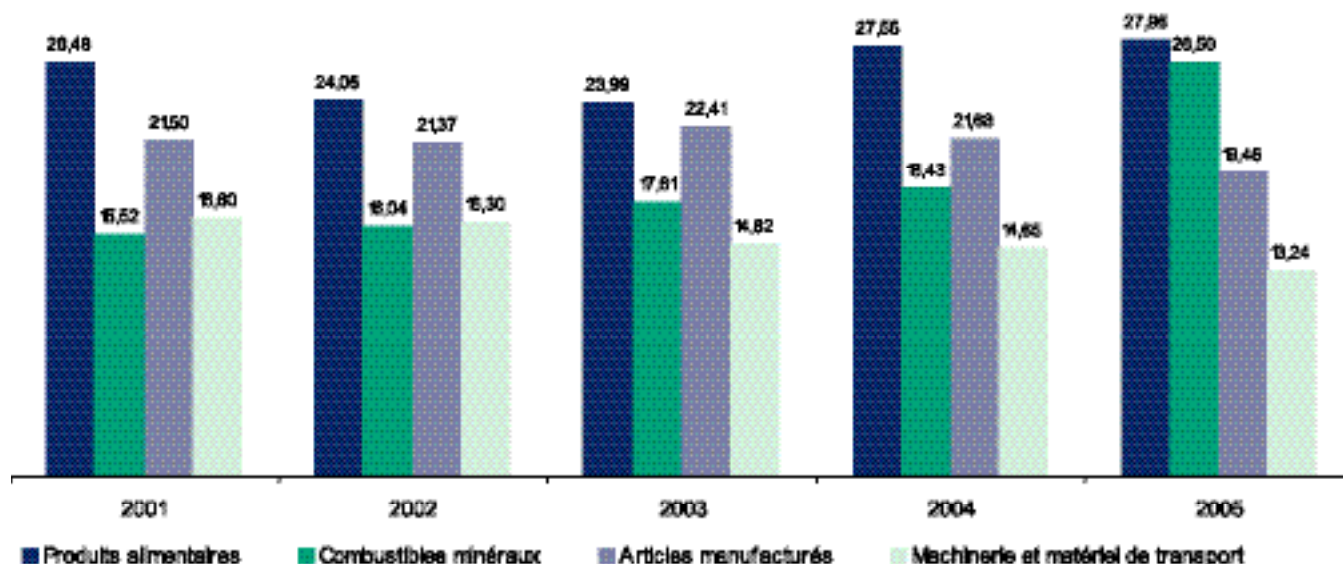
LA BALANCE COMMERCIALE D'HAÏTI EN 2004-2005

Le déficit de la balance commerciale d'Haïti s'est aggravé en passant de 832 millions de dollars ÉU en 2004 à 849,6 millions de dollars ÉU en 2005, en dépit d'une croissance de 21 % des exportations de marchandises. Celles-ci ont, pour une deuxième année consécutive, crû à un rythme plus rapide que les importations, mais l'écart reste très important du fait que ces dernières ont un poids relatif beaucoup plus élevé dans le total des biens échangés.

LES IMPORTATIONS DE MARCHANDISES

La valeur des importations de marchandises a augmenté de 8 %, passant de 1,2 à 1,3 milliard de dollars ÉU, principalement en raison de l'augmentation de la facture pétrolière du pays résultant de la flambée des cours mondiaux. En conséquence, les combustibles minéraux¹⁰ ont progressé de 44 % pour atteindre 313 millions de dollars ÉU en 2005. Cette variation non négligeable est due essentiellement à l'évolution de la valeur des produits pétroliers, vu que le volume est demeuré stable par rapport à l'exercice précédent, soit 4,05 millions de barils. La hausse considérable (40 %) du prix moyen du baril de pétrole brut sur le marché international a donc été le principal facteur explicatif de la croissance des importations de biens. Les importations de produits alimentaires ont crû de 2% alors que celles des articles manufacturés et du groupe « machinerie et matériel de transport » ont chuté respectivement 6 % et de 10 %. Le recul des importations de machinerie et matériel de transport dénote un fléchissement au niveau de l'accumulation du capital. On notera une augmentation de 55 % du groupe des articles manufacturés divers dont la valeur est passée de 86 à 134 millions de dollars EU. Cette croissance résulte d'une hausse des importations de tissus destinés au secteur de la sous-traitance dont la valeur ajoutée tend à croître depuis ces deux dernières années. La baisse de 6 % des importations d'articles manufacturés, composés majoritairement de produits de réexportations, illustre bien ce changement.

Graphique- 17 Parts relatives des principales importations
(en pourcentage du total)

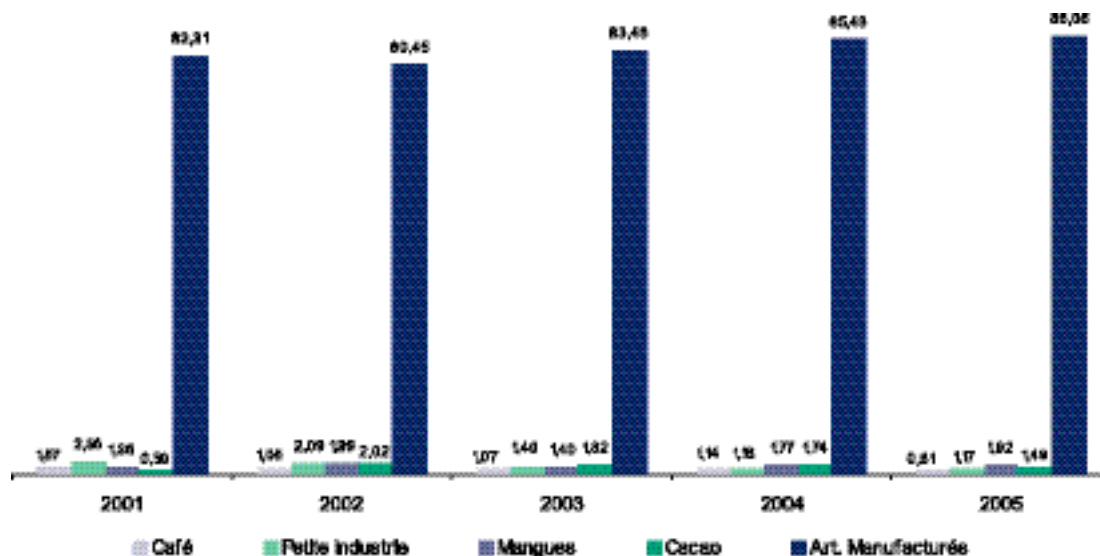


LES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES

La performance de 13 % enregistrée l'année dernière a été dépassée puisqu'un taux de croissance de 21 % a été atteint cette année. Ce résultat reflète évidemment le comportement des exportations de produits textiles de la sous-traitance dont la valeur nette est passée de 124,54 à 154,73 millions de dollars EU, soit une croissance de 24 %. Ces produits sont destinés exclusivement au marché américain. Les exportations traditionnelles ont connu dans l'ensemble des résultats non moins intéressants. Les exportations de mangues avec une valeur de 8,92 millions de dollars ont progressé de 35 %. Cette évolution reflète surtout un effet prix puisque la croissance du volume n'a été que de 12,38 %. Les huiles essentielles dont la valeur a atteint 7,15 millions de dollars ont connu leur plus forte croissance depuis les 10 dernières années soit 22 %. La petite industrie et le cacao avec des valeurs de 5,44 millions et 6,91 millions de dollars EU ont crû respectivement de 26 % et 6 %. Les recettes d'exportations de café, toujours très faibles par rapport à celles enregistrées durant les vingt dernières années, ont chuté de 12%, passant de 4,28 à 3,78 millions de dollars ÉU. Cependant, un volume croissant de café est exporté vers la République Dominicaine de façon informelle. Cela expliquerait en partie la diminution des recettes d'exportation du secteur formel qui ne peut rivaliser avec les prix que les acheteurs dominicains opérant sur le marché informel, offrent aux producteurs haïtiens de café. Ces importateurs de la république voisine jouissent d'un avantage comparatif afférent aux coûts de transport plus faibles découlant de la qualité de leur réseau routier.

¹⁰Constitués à 85% de produits pétroliers

**Graphique 18- Parts relatives des principales exportations
(En pourcentage du total)**



LES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants nets évalués à 1,25 milliard de dollars ÉU se sont accrus de 26 %, en raison principalement d'une augmentation très significative des flux entrants de transferts publics. Les transferts privés, principale source de devises de la balance des paiements, ont connu une hausse de 6 %. Les flux sortants de cette catégorie d'envois de fonds, ont atteint 59 millions de dollars ÉU contre 39 millions l'année dernière, soit une croissance de 52 %.

LE SOLDE DES SERVICES

Le déficit des services évalué à 313 millions de dollars ÉU a connu une hausse de 54 %. Les rentrées de devises au niveau des services, d'un montant de 138 millions de dollars ÉU, ont augmenté de 4,50 % en dépit d'une mauvaise performance des recettes touristiques. Les paiements liés aux services, constitués majoritairement d'achats de billets d'avion par les résidents haïtiens, du fret international et de certains services financés par des dons externes, ont progressé de 34 %. Le nombre de voyageurs résidents laissant le pays a diminué de 17 % par rapport à l'exercice précédent tandis que le fret a crû dans la même proportion que les importations, soit de 8 %.

LES REVENUS NETS

Les flux nets de revenus sont passés de -11,92 à -37,11 millions de dollars ÉU. Les sorties de revenus enregistrés au débit sont constituées par les intérêts sur la dette publique externe et les revenus d'investissements directs en Haïti. Les flux entrants comptabilisent les intérêts sur les placements des résidents¹¹ à l'étranger. La forte augmentation des revenus nets est due aux paiements d'intérêts et accumulations d'arriérés d'intérêts sur la dette publique externe.

IV.2.- MOUVEMENT DE CAPITAUX

LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

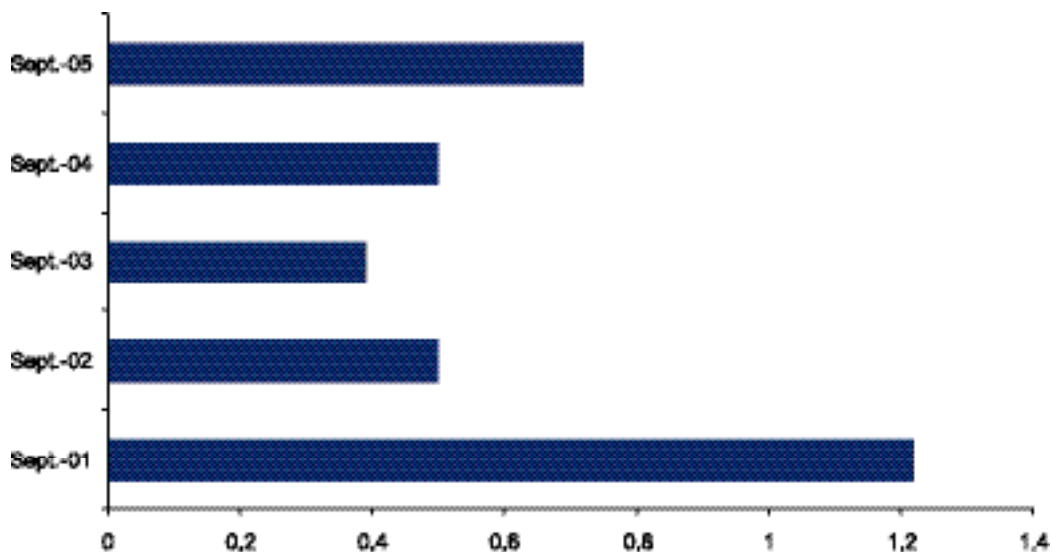
Les opérations financières se sont soldées par une sortie nette de capitaux d'un montant de 15,8 millions de dollars ÉU comparativement à l'exercice précédent où une entrée nette de 13 millions avait été enregistrée. Cette évolution résulte principalement d'une augmentation de 25 % des avoirs extérieurs des banques commerciales. Cette hausse des actifs externes du secteur bancaire est reflétée au niveau de deux composantes : les placements sur titres et les dépôts à vue. Au niveau des administrations publiques, une entrée nette de 33 millions de dollars a été constatée malgré des paiements d'arriérés d'un montant de 35 millions de dollars. Elle résulte de la progression des décaissements externes alloués par les créanciers multilatéraux. Les flux d'investissements directs ont progressé de 61 % pour atteindre 9,52 millions de dollars ÉU. Les télécommunications, l'agro-industrie, la distribution de produits pétroliers et la sous-traitance ont été les principaux secteurs concernés par cette augmentation.

¹¹personnes physiques ou morales

LE FINANCEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2005

Le financement de la balance des paiements a été caractérisé par une accumulation de 21 millions de dollars ÉU de réserves officielles brutes de change, une réduction des arriérés de paiements de l'ordre de 35,71 millions de dollars ÉU et un recours au financement du FMI d'un montant de 8 millions de dollars ÉU. En septembre 2005, les réserves nettes de changes correspondaient à moins d'un mois d'importations.

Graphique 19- Réserves officielles nettes de change en mois d'importation

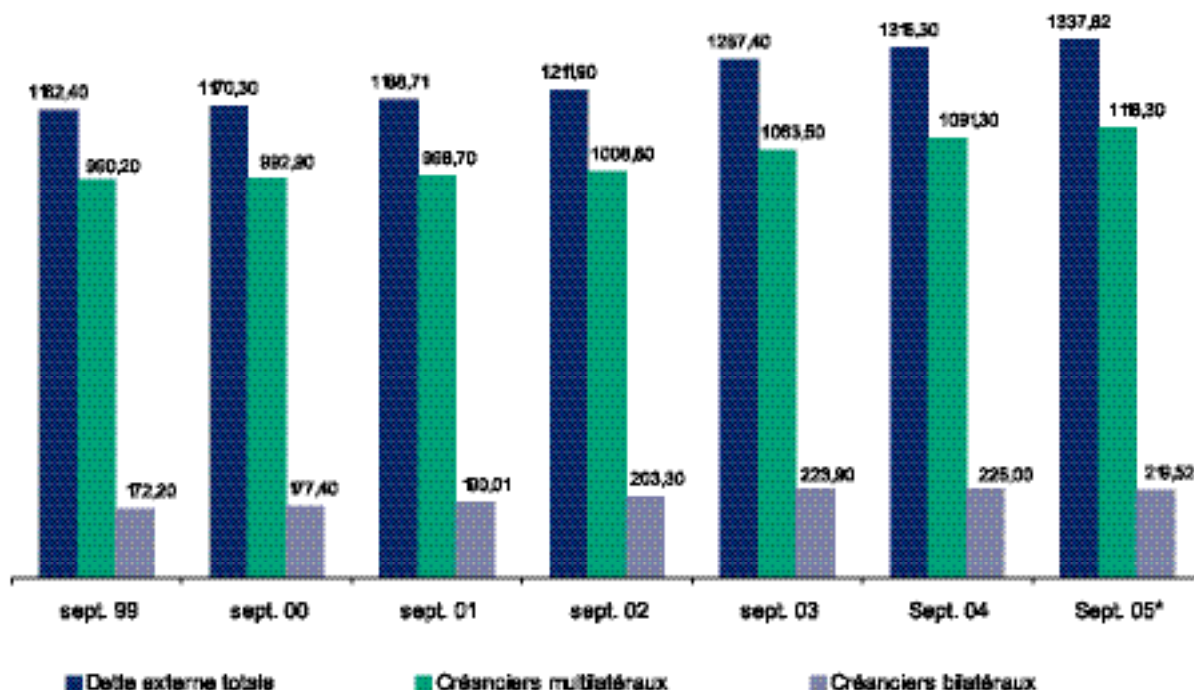


V.- DETTE PUBLIQUE EXTERNE

V.1.- L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE

L'encours de la dette publique externe à la fin de septembre 2005 s'est chiffré à 1 337,8 millions de dollars ÉU, soit une progression de 1,60 % par rapport à 2004. Cette progression est essentiellement imputable aux décaissements nets positifs enregistrés au cours de cette période. A la fin de septembre 2005 l'encours rapporté au PIB s'est élevé à 34,27 % contre 34,53% en 2004, du fait de la croissance du PIB nominal.

Graphique 20- Encours de la dette publique externe
(en millions de dollars ÉU)



V.1.1.- LES CRÉANCES BILATÉRALES

L'encours de la dette vis-à-vis des créanciers bilatéraux a représenté 16,41 % de la dette externe totale à la fin de l'exercice 2005. Il a donc baissé 2,40 % par rapport à 2004, pour se chiffrer à 219,52 millions de dollars ÉU. Cette baisse a résulté d'une diminution des décaissements au titre de l'aide bilatérale. Durant l'exercice 2004-2005, Taiwan, comme en 2004, a été le seul pays à avoir décaissé à titre de prêts une aide en faveur d'Haïti à hauteur de 3,5 millions de dollars ÉU. Parallèlement, avec des parts respectives de 26%, 23%, 21%, 16% et 7,40 %, l'Italie, la France, la Chine, l'Espagne et les Etats-Unis constituent les principaux créanciers bilatéraux. Les autres pays donateurs interviennent à raison de 6,60%.

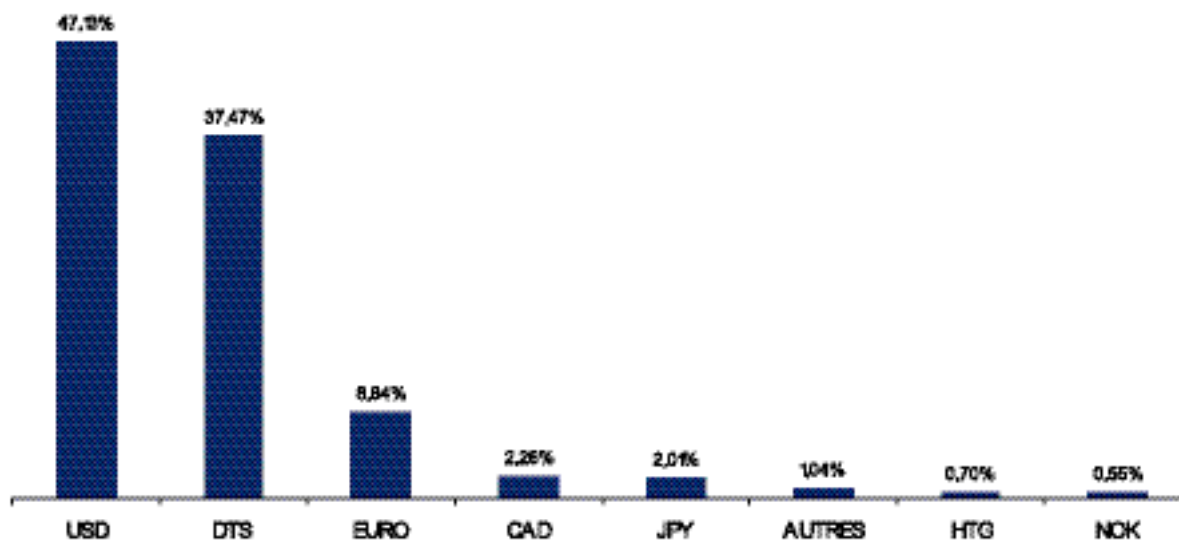
V.1.2.- LES CRÉANCES MULTILATÉRALES

Le poids de la dette due aux créanciers multilatéraux s'est inscrit à 83,59 % de l'encours total à la fin de l'exercice 2005 contre 82,91 % pour l'exercice précédent. Le montant de cette dette s'est établi à 1 100,7 millions de dollars ÉU à la fin de septembre 2005. La structure de la dette publique externe d'Haïti confirme la prépondérance des multilatéraux dans le portefeuille total. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) détient 47,55 % de ce portefeuille, suivi du groupe de la Banque Mondiale avec 46,71 %. Les autres bailleurs multilatéraux, notamment le Fonds Monétaire International (FMI), le FIDA et l'OPEC, fournissent une contribution de 5,74 % de l'encours.

V.1.3.- LA COMPOSITION DE L'ENCOURS EN DEVISES.

Au 30 septembre 2005, le portefeuille de la dette publique externe est libellé en dollars ÉU à 47,13 %, en Droits de Tirage Spéciaux à 37,47 % et en d'autres devises à 15,40 %. Le DTS déterminé à partir d'un panier de monnaies majeures largement utilisées pour le commerce international et les marchés financiers est lui-même constitué majoritairement en dollars ÉU. L'évolution de l'encours se trouve, de ce fait, assujetti aux fluctuations de cette monnaie par rapport aux autres devises incluses dans le panier.

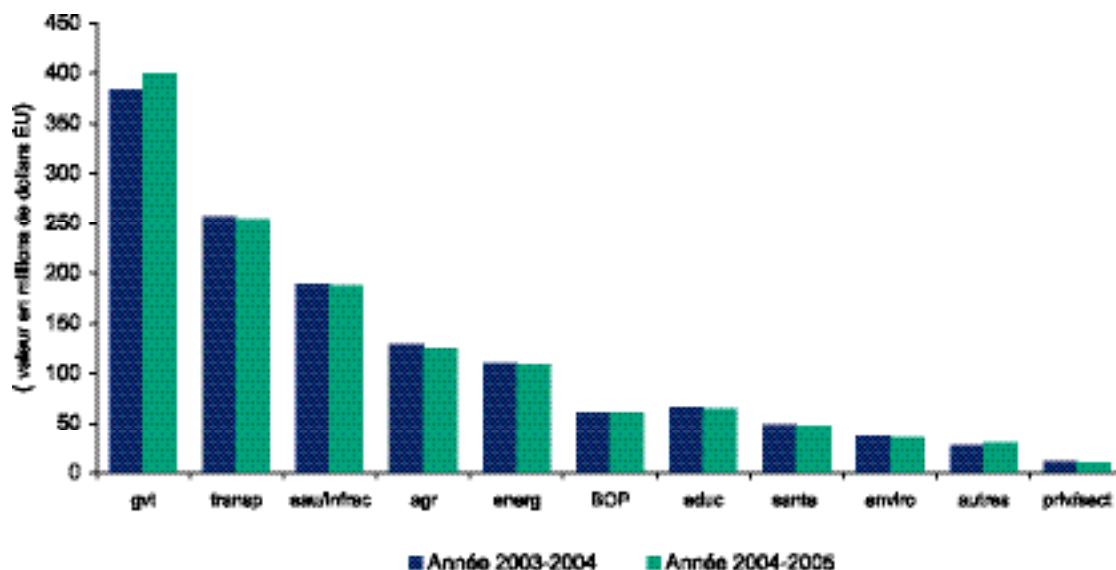
Graphique 21- La composition du portefeuille de la dette externe par type de devises
(en pourcentage du total)



V.1.4.- RÉPARTITION DE L'ENCOURS PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE.

La structure d'endettement par secteur économique montre l'importance des secteurs gouvernement, Transport, Eau et Infrastructure, Energie et Agriculture dans la répartition des ressources. Ces secteurs constituent plus de 81 % de la dette accumulée à la fin de septembre 2005. Les 19 % restants sont répartis au niveau des autres secteurs tels : la balance des paiements, l'éducation, la santé, l'industrie, l'environnement et le secteur privé.

Graphique 22- Répartition de la dette par secteur économique

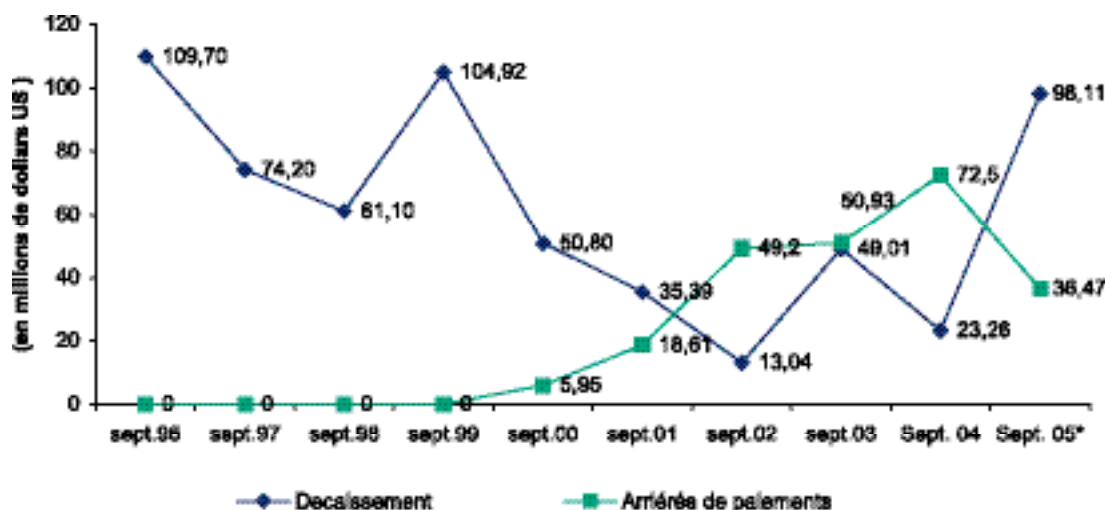


V.2.- DÉCAISSEMENTS, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENTS

Les décaissements totaux pour l'exercice 2004-2005 se sont chiffrés à 98,1 millions de dollars EU, soit 74,9 millions de plus qu'en 2003-2004. Les concours reçus à titre de prêts proviennent essentiellement des créanciers multilatéraux, contribuant à hauteur de 94,6 millions de dollars EU durant l'exercice 2004-2005 ; 75 % de ce montant ont été destinés à la gouvernance économique. A noter que le support des bailleurs de fonds bilatéraux pour l'exercice fiscal a surtout porté sur les dons.

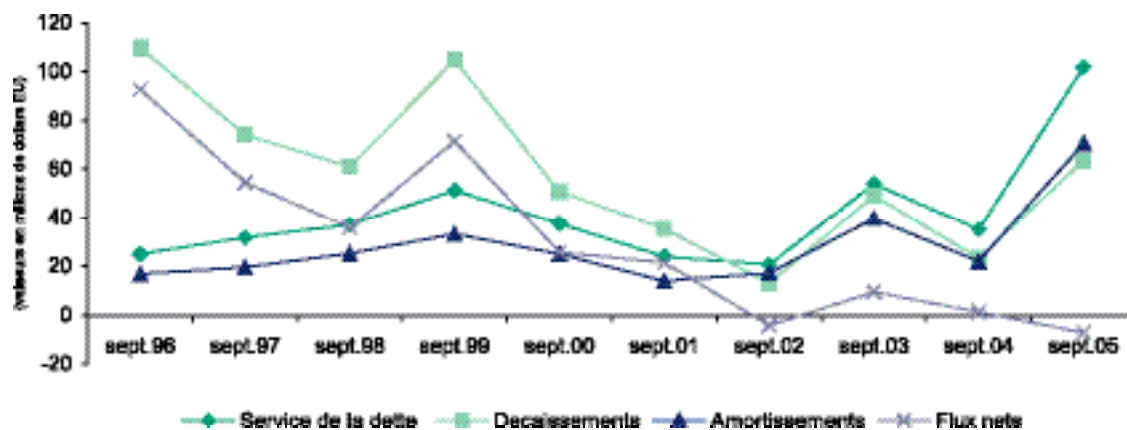
En 2004-2005, le Trésor Public a tenu des engagements de remboursement en principal et intérêts totalisant 101,8 millions de dollars EU soit 2,36 % du PIB pour faire face à la dette externe représentant 33,37 % de la richesse intérieure créée. Le groupe de la Banque Mondiale s'est vu rembourser 68,22 % de ce montant, suivi de la Banque Interaméricaine de Développement (21,78%) et du Fonds Monétaire International (5,11%). Les autres créanciers ont bénéficié des 4,88¹² % restants. Le stock d'arriérés à la fin de septembre 2005 a régressé de 49,60 % par rapport au niveau de septembre 2004. Ces arriérés, d'un montant de 36,5 millions de dollars EU concernent surtout les bailleurs de fonds bilatéraux comme la France, l'Italie et l'Espagne.

Graphique 23- Décaissements et arriérés de paiements



¹²⁾OPEC 1%, le FIDA 1%, l'USAID 1 % et les autres 1,86%

Graphique 24- Évolution simultanée du service de la dette des décaissements, amortissements, et flux nets



Le service de la dette rapporté à la valeur des exportations a représenté 21,98 % en 2004-2005, contre 9,39 % en 2003-2004, en raison d'une croissance plus rapide du premier par rapport aux secondes. Le ratio "service de la dette/décaissements" de son côté est passé de 151,20 % en 2004 à 103,26 % pour l'année fiscale 2005.

B- ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2005

Les différentes incertitudes ayant marqué l'année fiscale 2005 plus particulièrement l'insécurité, et autres turbulences ont eu des incidences sur la situation du système bancaire qui n'a toujours pas pu bénéficier d'un environnement serein.

La croissance de l'actif du secteur a retrouvé les niveaux atteints au cours des années 2001 et 2002 dépassant les 9,80 % enregistrés en 2003-2004.

Cette croissance a été financée par une plus forte progression des dépôts (18,10 %) que de l'Avoir des actionnaires (11,80 %), conduisant à un recul de l'assise financière à 5 %.

L'exercice fiscal 2005 aura été marqué par la recherche de l'efficience et de la taille optimale pour les réseaux de succursales, les banques cherchant avant tout à maîtriser les coûts de fonctionnement. Une seule nouvelle succursale a été autorisée au cours de l'exercice.

L'activité d'intermédiation n'a pas connu la relance souhaitée, le portefeuille de crédit brut ne représentant que 33,52 % de l'actif.

La conjugaison d'effets favorables et défavorables, tels que la croissance du produit net bancaire et la progression des dépenses d'exploitation, a favorisé une relative stabilité du coefficient brut d'exploitation. En revanche, les indicateurs de rentabilité : le ROA et le ROE ont chuté et ont atteint leur plus faible niveau depuis 1998, soit respectivement 0,66 % et 12,77 % en raison des importantes charges liées au risque de crédit et aux impôts sur le revenu enregistrées au cours de l'année 2005.

VI. LE SYSTÈME BANCAIRE: VUE D'ENSEMBLE EN 2005

Par rapport à l'exercice terminé au 30 septembre 2004, l'actif du système bancaire a crû de 17,70% (+9 879,62 MG) pour atteindre 65,8 milliards de gourdes au 30 septembre 2005. La dollarisation de l'activité bancaire mesurée par la proportion des actifs en devises par rapport à l'actif total s'est renforcée : 50,58% contre 46,16% en 2004. En isolant l'effet de la dépréciation de la valeur de la gourde face au dollar américain (36,82 HTG/USD en 2004 contre 43,04 HTG/USD), l'actif en devises a augmenté de 10,30%, passant de 701,1 millions à 773,4 millions de dollars tandis que l'actif en gourdes n'a crû que de 8 %, passant de 30,1 milliards à 32,5 milliards de gourdes au cours de l'exercice.

Le portefeuille de crédit bancaire a augmenté de 21,40 %, un rythme de croissance beaucoup plus soutenu que celui du volume de dépôts qui est de 18 %. Cependant, la situation socio-politique difficile des deux derniers exercices et une meilleure classification du portefeuille d'une banque en restructuration ont eu des impacts négatifs sur la qualité et la couverture du portefeuille. Le taux d'improductif a presque doublé, passant de 6,92% en 2004 à 12,38 % en 2005 et le taux de couverture des improductifs par les provisions s'est considérablement contracté pour se chiffrer à 49,09 % à la fin de l'exercice (contre 88,94 % en 2004). Toutefois, sans la prise en compte des données relatives à une banque en restructuration, considérée comme un «outlier», le taux d'improductif est de 6,21 %, ce qui représente une amélioration par rapport à celui de 2004.

La mauvaise qualité du portefeuille de crédit, conjuguée à une faible maîtrise des dépenses d'exploitation, s'est grandement reflétée sur la rentabilité du système. L'effet ciseau négatif, engendré par la croissance des dépenses d'exploitation de 5 %, plus soutenue que celle de 4,20% du Produit Net Bancaire, a baissé de 7 % les résultats cumulés de l'exercice 2004-2005 par rapport à ceux de 2003-2004. Les indicateurs de performance ont par conséquent évolué également à la baisse : le ROA s'est replié de 14 points de base, à 0,66 %; le ROE a chuté de 2,33 points de pourcentage, à 12,77 % au 30 septembre 2005. L'assise financière du système a aussi poursuivi sa tendance baissière malgré la croissance de 11,80 % des fonds propres. Le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » est passé de 5,27 % en 2004 à 5,01 % en septembre 2005 et la couverture des immobilisations par les fonds propres s'est reculée à 96,70 % contre 104,88% au 30 septembre 2004.

En isolant l'«outlier» en question, les bénéfices nets de l'exercice sont en hausse de 11% par rapport à l'année 2004 et le ROE a gagné 30 points de base, ce qui exprime une amélioration de la performance du système bancaire au cours de l'année 2005.

Tableau 6- Indicateurs financiers clés pour l'exercice terminé le 30 septembre, MG

	2005	2004	2003	2002	2001
BILAN					
Actif	65 810,65	55 931,02	50 916,48	35 330,05	30 293,65
Bons BRH	5 527,10	3 543,79	3 818,00	3 151,42	2 777,00
Prêts nets	20,724,02	17 059,24	18 228,32	12 180,52	10 578,8
Dépôts	56 771,15	48 057,16	43 028,99	30 204,52	25 988,32
Avoir des actionnaires	3 296,08	2 947,80	2 730,23	2 045,29	1 756,82
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	2 517,87	2 732,68	2 674,53	1 846,09	1 733,47
Autres revenus	1 790,25	1 400,70	1 458,59	957,67	907,60
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	298,51	299,04	184,51	179,42	174,05
Frais d'exploitation	3 489,97	3 303,28	2 866,43	2 230,00	1 965,72
Bénéfice net (perte nette)	398,80	428,81	834,81	321,52	381,27
(en pourcentage)					
STRUCTURE FINANCIÈRE					
Avoir des actionnaires en % de l'actif	5,01	5,27	5,36	5,79	5,80
Dépôts en % de l'actif	86,26	85,92	84,51	85,49	85,79
QUALITÉ DE L'ACTIF					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	12,38	6,92	5,51	6,51	9,22
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	49,09	88,94	97,17	84,39	68,25
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires	42,19	4,72	0,96	6,39	19,97
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	0,68	0,80	1,94		
Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE)	12,77	15,10	35,00	0,96	1,26
Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE)	71,83	55,11	65,65	10,92	23,16
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt	13,78	19,74	20,79	66,94	54,62
Rendement moyen des prêts	1,88	4,89	3,82	18,15	20,53
Rémunération moyenne des dépôts *	80,54	79,92	69,35	3,25	5,65
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire				79,31	74,43
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	1 153,75	1 208,12	1 263,82	847,54	848,67
Nombre d'employés	3 936,00	3 532,00	3 305,00	3 265,00	3 235,00

Source : BRH/Direction de la supervision du système bancaire

a) Dépôts moyens de la période, y compris les dépôts à vue.